

Soudan : après les émeutes, une dictature en remplace une autre

P. 8-9

lutte **ouvrière**

Liban :
1975-1985
dix ans de
guerre civile

P. 7

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 880 - 13 avril 1985 - prix : 6 F

Horizon 86 :



les ambitions
électorales prospèrent...



mais

la crise demeure !

Dans le monde

Page 6 :

- Pays du Sahel : l'aide intéressée des pays occidentaux.
- Côte-d'Ivoire : la petite-bourgeoisie et les libertés démocratiques.

Page 7 :

- Liban : 1975-1985 : 10 ans de guerre civile.

Pages 8 et 9 :

- Soudan : d'une dictature à l'autre ?
 - Nemeiry, du nassérisme à l'islamisme : avant tout un défenseur de l'ordre impérialiste.
 - Une situation économique catastrophique.
 - Les mouvements d'opposition.

En France

Page 4 :

- Touche pas à mon grand-père !
- Les patrons sortent du rouge, les salaires y entrent.

Page 5 :

- Pas très regardant, Laurent Fabius.
- A quoi rêvent les patrons européens.

Page 10 :

- Manifestations contre le racisme.
- Ateliers RATP de Championnet, Paris 18^e ; Centre UNESCO de Toulouse.

Page 11 :

- Dans les entreprises : CRAMIF ; CRAM Rouen ; Triage de Villeneuve-Saint-Georges ; atelier SNCF de Clichy.

Page 16 :

- Marchandages sur la flexibilité de l'emploi.
- Quatre vendeuses et vendeurs de Lutte Ouvrière agressés par des nervis de Le Pen.

Culture

Pages 12 et 13 :

- Films : *Hors-la-loi* ; *Jusqu'à un certain point* ; *Partir, revenir* ; *Country, les moissons de la colère*.

Pages 14 et 15 :

- Livres : *L'an prochain, la révolution* de M. Rajsfus ; *Une histoire du blues* de G. Oakley ; *Travail et travailleurs en Grande-Bretagne*.
- 25-26-27 mai, c'est la fête.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La croisade de Saint-Vivien

La publication du rapport d'Alain Vivien, député socialiste, sur les sectes, a fait la Une de la presse écrite et télévisée ; et lesdites sectes (les Renseignements Généraux, qui eux ne sont pas sectaires, en auraient recensé cent seize) sont présentées comme un véritable fléau social, l'ennemi public n° 1, qui s'attaque aux enfants, aux jeunes, aux démunis.

La presse dénonce abondamment, témoignages à l'appui, les méthodes de mise en condition, de bourrage de crâne, par lesquelles les Moon, Eglise de Scientologie, Conscience de Krishna et autres, assurent leur emprise sur des esprits naïfs.

L'un des thèmes de cette campagne contre les sectes, c'est l'endoctrinement des jeunes, qui en seraient les victimes toutes désignées. Que les jeunes soient plus crédules, plus influençables que les adultes, c'est à voir. Ce ne sont pas eux qui font la fortune des voyantes, astrologues et autres pourvoyeurs d'illusions religieuses, mais souvent leurs parents. Et de ces illusions-là à celles des sectes, il n'y a après tout qu'une différence de degré. Les promoteurs de ces sectes, qui cherchent surtout à s'enrichir en exploitant la crédulité de leurs adeptes, n'ont rien inventé : l'Eglise des pauvres, celle qui a — et depuis longtemps — pignon sur rue, n'est pas restée pauvre long-

temps !

Et puis l'exploitation de la faiblesse, du dénuement, de la naïveté est bien loin d'être le monopole des sectes. A vrai dire, elles ne sont même, dans ce domaine, qu'un élément très marginal.

De ce point de vue, la campagne actuelle et les neuf mesures proposées par Alain Vivien paraissent bien dérisoires, impuissantes à protéger le faible contre le fort, plus exactement le malin !

Parmi ces mesures, l'une consisterait à compléter le Code civil, en donnant à la famille la possibilité de saisir un « juge de famille », qui pourrait « diligenter une enquête au sein de la secte afin de déterminer si le choix de l'adepte n'a fait l'objet d'aucune manipulation, et prononcer une mise sous tutelle provisoire ».

Mais s'il s'agit de lutter contre les abus, on ne voit pas en quoi cela nécessiterait une nouvelle législation. La simple application de la législation existante, par exemple en matière de travail, de couverture sociale ou de fiscalité le permettrait. On ne voit pas ce que la liberté de conscience, qu'il s'agit paraît-il de sauvegarder, pourrait y gagner. On voit par contre très bien ce que la liberté tout court, mise sous tutelle, pourrait y perdre. Car qui décidera de ce qui est une bonne secte ou une mauvaise, de ce qui est une secte et de ce qui est une association légi-

time ? Une telle juridiction — et, derrière le juge, le gendarme n'est jamais loin — visant les sectes ne pourrait-elle s'appliquer aussi, le cas échéant, à bien d'autres associations, syndicales, politiques ou autres ? Ne voit-on pas, par exemple, *Libération* du 10 avril, à la Une, ranger le PCF au rang des sectes, sur le même plan que Moon, Krishna et autres ? C'est une mauvaise plaisanterie, sans doute, mais jusqu'à quel point, et jusqu'à quand ? L'histoire ne manque pas de lois ayant servi, au gré des circonstances, à des buts tout autres que ceux qui avaient motivé officiellement leur adoption. Telle la loi adoptée pour dissoudre les ligues d'extrême-droite en janvier 1936, qui servit en 1968 à dissoudre les organisations d'extrême-gauche.

Voilà ce qui risque d'advenir avec la loi sur les sectes, si elle finit par voir le jour. Tant il est vrai que les lois servent en général à limiter la liberté, et non à l'élargir. Mais en attendant, le gouvernement socialiste aura enfin trouvé un sujet sur lequel obtenir un consensus à bon compte. Quant aux laïques du Parti Socialiste, ils auront un lot bien dérisoire de consolation : faute d'être autorisés à bouffer du curé, ils auront quelques gourous à se mettre sous la dent !

Jean-Jacques LAMY

Le poids lourd du fric !

« Belval ressemble à un village bombardé », a dit la presse après l'accident causé par un camion chargé de fuel lourd, qui a ravagé ce petit village proche d'Epinal. Le chauffeur est mort et une vingtaine de personnes sont sinistrées.

Près de Saint-Priest, dans la région lyonnaise, un camion transportant 17 tonnes de propane liquide les a répandues à proximité d'un supermarché. Les sauveteurs ont juste eu le temps d'évacuer le centre commercial et de stopper les moteurs des voitures et des avions qui risquaient de mettre le feu aux poudres...

Enfin, près de Narbonne, un 20 tonnes transportant du sulfure de carbone s'est écrasé sur la route. Le camion a tenu le coup, mais le chauffeur est mort.

Avec ces trois accidents, le même jour, on a évoqué la catastrophe de Los Alfaques en 1978, où 200 personnes avaient été tuées par l'explosion d'un chargement de gaz. On sait que la législation est loin d'être respectée, à commencer par les horaires des routiers. Quant à la juridiction concernant le transport des produits dangereux, c'est un maquis de 1000 pages souvent contournables. Reste le contrôle, mais il est surtout... théorique. Pour 45 000 camions transportant des produits dangereux, il n'y a guère que trois ou quatre contrôleurs par département...

Mais une bonne législation ne changerait rien au fait que 45 000 bombes roulantes sillonnent les routes de ce pays. Les capitalistes préfèrent les transports routiers, forcément dangereux, mais moins coûteux pour les utilisateurs, aux transports par rail, beaucoup plus sûrs. Leur seul impératif c'est la libre concurrence, la rentabilité. Et comme les transports par rail leur reviendraient plus cher, la question est vite tranchée. Qu'importe la sécurité, devant le fric !

Le capitalisme « moderne », c'est toujours le capitalisme sauvage !

Jacques FONTENOY

Contre le colonialisme français, pour le soutien au peuple kanak

MANIFESTATION
LE SAMEDI 20 AVRIL A PARIS

Départ : 13 heures
Place Denfert-Rochereau

Solidaire du peuple kanak de Nouvelle-Calédonie et de tous les peuples opprimés par le colonialisme et l'impérialisme français, Lutte Ouvrière appelle à se joindre à la manifestation organisée ce jour-là à l'initiative de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak. Nous appelons nos militants, nos sympathisants, tous nos lecteurs, à venir nombreux.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Horizon 86 :

Les ambitions électorales prospèrent, mais la crise demeure

LES grands partis politiques nous font entrer dans une campagne électorale qui risque de durer toute une année, jusqu'aux élections législatives de mars 1986.

Avec la nouvelle loi électorale qui a su instiller un peu de proportionnelle dans le scrutin, le Parti Socialiste a limité les dégâts par rapport à sa propre représentativité au futur Parlement de 1986. Surtout, il a fermé la porte de l'Assemblée à l'extrême-gauche, qui pourrait le gêner, lui, et l'a ouverte au parti de Le Pen, qui pourrait gêner la droite à la Chambre si le RPR et l'UDF n'étaient pas majoritaires à eux seuls. De plus, ce type de scrutin favorisera un regroupement parlementaire entre le Parti Socialiste et une partie des députés de l'UDF.

Du côté de la droite, l'UDF et le RPR en sont à tracer les pointillés sur la peau de l'ours. L'accord de gouvernement que Chirac et Lecanuet viennent de signer est destiné à leur électorat. Peu leur importe à eux qu'il soit respecté ou non le moment venu. Si les partis de gauche trompent leurs électeurs, les partis de droite le font tout autant.

En guise de programme, donc, les deux grands partis de droite annoncent une série de mesures qui ont l'air de prendre le contre-pied, pour l'opinion, de celles prises depuis quatre ans par la gauche. Même là-dessus, l'électorat de la droite sera trompé. On lui promet la « *dénationalisation progressive des entreprises publiques* ». Mais l'Etat, quel que soit le gouvernement à sa tête, n'a jamais nationalisé que ce qui arrange les affaires des grands groupes financiers. Ce n'est pas pour rien que c'est sous De Gaulle qu'il y a eu le plus de nationalisations. Et ça les arrange tellement, les grands groupes capitalistes, de laisser à l'Etat le soin de financer les secteurs non rentables, ça les arrange si bien de bénéficier des marchés sans risques que leur passent les entreprises publiques et de les piller par tous les bouts, que même si la droite revenait au pouvoir, elle hésiterait à deux fois avant de repriveratiser ce qui a été nationalisé.

Il reste que les socialistes gouvernent depuis quatre ans, et que les classes populaires n'ont pas vu d'améliora-

tion à leur sort. Ce gouvernement a pris différentes mesures antipopulaires qui n'auraient pu être prises par un gouvernement de droite sans provoquer une réaction immédiate de la part des travailleurs.

Alors, il va y avoir 1986. Ensuite, il y aura 1988, les présidentielles, et sans doute le retour de la droite à la gestion des affaires gouvernementales. Puis, à nouveau les législatives de 1991. Et si la crise continue, le balancier reviendra peut-être vers la gauche, et ainsi de suite... Voilà comment on fait accepter leur sort, de cinq ans en cinq ans, aux classes pauvres.

Dans la période de crise actuelle, où le commerce international s'est rétréci, les bourgeois cherchent à maintenir leurs profits en réduisant les masses à la portion congrue, en baissant leur niveau de vie. Mais comme les profits ne peuvent pas se dépenser à l'infini, ni s'investir car les marchandises se vendent mal, les capitaux s'en vont sur les marchés spéculatifs, entraînant des désordres monétaires qui aggravent encore le commerce international et la crise.

Tant que la crise durera, que la gauche ou la droite gouvernent, les masses paieront, d'une façon ou d'une autre. Jusqu'au jour où les masses populaires, les pauvres qui vivent au Brésil, en Argentine, au Mexique ou en Afrique du Sud... comme les travailleurs qui vivent en Europe occidentale ou en Amérique du Nord, en auront assez de payer pour que les bourgeois conservent leurs richesses en maintenant un système anachronique qui menace toute l'humanité.

Oui, notre civilisation est grosse d'une révolution. Et il faudra bien qu'elle se produise. Sinon, périodiquement, on aura des booms économiques qui dureront au maximum vingt ans (de façon très relative pour le Tiers Monde), puis des périodes de crise, de régression, comme celle d'aujourd'hui, qui a commencé il y a douze ans et que les masses paient si chèrement. Et on aura bien de la chance si on sort de cette crise autrement que par une guerre mondiale !

Arlette LAGUILLER

Le budget nouveau va arriver

Le budget nouveau, celui de 1986, n'est pas encore arrivé. Le gouvernement commence tout juste à en prévoir les grandes lignes et, avant que les chiffres définitifs ne soient connus, en octobre, bien des modifications surviendront encore.

Pour l'heure, le Premier ministre a simplement envoyé aux différents ministres une « lettre de cadrage » qui fixe les grandes orientations budgétaires pour l'année 1986.

Fabius y rappelle les règles fixées par Mitterrand l'an dernier : l'impôt sur le revenu devrait baisser en moyenne de 3 % — ce qui favorisera les plus hauts revenus — et le déficit serait limité à 3 % du PNB (Produit National Brut). Pour y parvenir, Fabius demande une diminution de 3 % du train de vie de l'Etat ainsi qu'une réduction de 1 % des effectifs de la Fonction publique, ce qui devrait conduire théoriquement à la suppression de 25 000 postes.

Quels seront les ministères les plus touchés par les coupes qui trancheront dans le vif des budgets ? Il est trop tôt pour le dire. L'on

sait tout de même d'ores et déjà que les budgets de la police et de la recherche seront peut-être les seuls à connaître une hausse.

La rigueur sera donc toujours à l'ordre du jour en 1986 : « *changer de politique économique en pleine période électorale serait la pire des fautes* » a dit Fabius. Mais il se réserve tout de même la possibilité de petits gestes pour l'année des législatives. Pour ce faire, la « lettre de cadrage » demande à tous les ministres de prélever 15 % de leurs crédits d'investissement pour alimenter un pot commun, dont les sommes seront réparties en fonction de besoins ultérieurs. Une façon de contenter ou de ne pas trop mécontenter, par des aides ou des subventions diverses, certaines catégories sociales au sein desquelles le gouvernement aimerait bien glaner quelques voix...

Que voulez-vous, année électorale oblige, ce gouvernement « de gauche » aura bien besoin d'arroser encore un peu plus les flics, les militaires et autres patrons qui ont sa faveur !

Georges LATTIER

Joxe : opération charme envers la police

Le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, a annoncé un projet de loi de modernisation et de réforme de la police.

Les gouvernements précédents ont eu le tort, selon lui, de « *ne lui accorder (à la police) que des satisfactions immédiates, mais souvent de courte durée* ». Avec Joxe, les satisfactions de la police promettent d'être durables.

Les gardiens de la paix toucheront tous avant l'automne leur tenue new-look, casquette et vareuse, de quoi se prendre pour de vrais flics made in USA. Joxe a annoncé aussi un plan de modernisation du matériel sur cinq ans (informatisation, renouvellement des véhicules et de l'équipement individuel) et un autre, sur dix ans, de rénovation des locaux. Cela coûtera de l'argent, mais Fabius n'a-t-il pas placé la « *modernisation de la police* » parmi les quatre priorités du gouvernement pour 1985 ?

La réforme, elle, consistera principalement à offrir à la hiérarchie policière de meilleures possibilités de promotion. Une hiérarchie calquée sur celle de l'armée sera appliquée aux officiers de police et des CRS, ce

qui, selon *Le Figaro* du 11 avril, « *améliorera leurs perspectives de carrière et leurs prérogatives* ».

L'ensemble de la police devrait aussi être flattée de savoir qu'elle aura son GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale), équivalent du GIGN de la gendarmerie. De quoi se payer d'aussi belles bavures qu'elle !

Bref, les socialistes ont décidé de mettre le paquet pour courtiser la police. La droite les accuse de ne pas donner de moyens suffisants à la police, d'être « *laxistes* » ? Ils vont essayer de la battre sur ce terrain. Ceux qui prendront ses coups de gourdin pourront se consoler : ce seront des gourdins modernisés par la gauche.

Philippe NATTIER

CERCLE LÉON TROTSKY

Prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky

VENDREDI 26 AVRIL à 20 h 30

Grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
(Métro : Maubert-Mutualité)

CETTE RÉUNION
SERA CONSACRÉE À L'URSS

Touche pas à mon grand-père !

Le Canard enchaîné indique dans son dernier numéro que l'administration française, « sur instructions, car elle n'a pas pour habitude de prendre des initiatives », vient d'inventer l'intéressante catégorie des « Français non français ».

En effet des personnes, françaises par filiation ou par naturalisation, qui ont un passeport, une carte d'identité, une carte d'électeur, qui payent leurs impôts, se voient soudain contester leur nationalité française, l'administration leur demandant d'en faire la preuve formelle. Le Canard enchaîné a eu la connaissance de plusieurs cas.

A tous, l'administration a annoncé, lors du renouvellement de leur passeport notamment : « Vous n'êtes pas né en France, il faut faire des recherches sur deux générations ».

Première nouvelle ! Mais pour le demandeur commence

alors une longue promenade dans le dédale de l'administration : tribunal d'instance, division de la réglementation du contentieux (au ministère de l'Intérieur), préfecture, retour à la case départ : tribunal d'instance. Et à chaque fois, c'est la même rengaine : au demandeur de présenter sa filiation sur deux générations.

A-t-il les renseignements concernant le père ? C'est insuffisant : il faut le père et la mère. Est-elle décédée ? Il les faut quand même.

Si l'on écrit à Nantes, où sont centralisés les documents concernant les Français nés à l'étranger, encore faut-il écrire deux fois et posséder le numéro de classement de la pièce demandée pour ne pas échouer ! C'est du moins ce qu'on peut déduire du cas cité !

Et si le Français non français — c'est nouveau, ça vient de sortir ! — s'interroge : « J'ai

épousé une Italienne. Par son mariage avec moi, elle a acquis la nationalité française parce qu'elle m'a épousé, c'est donc que je suis français ? » « erreur », répond l'administration : « ce n'est qu'une présomption ».

Le Canard rappelle à ce propos : « Deux textes pondus sous Vichy, les 3 octobre 1940 et 2 juin 1941, obligeaient les gens à prouver qu'ils n'étaient pas juifs ; il fallait remonter à deux générations... » En 1985, il faut prouver sur deux générations qu'on n'est pas étranger ! Manifestement et insidieusement le gouvernement socialiste vient de donner à son administration des consignes anti-immigrés !

Une pastille Vichy difficile à avaler, surtout quand on voit des membres de ce gouvernement socialiste s'afficher par ailleurs avec S.O.S.-Racisme. J.F.

Le capital pour les riches et le risque pour les contribuables

D'après Les Echos, le gouvernement socialiste étudie actuellement des mesures d'exonération fiscale pour les sociétés dites de capital-risque. Elles complèteraient celles prises en juin dernier pour transférer une partie des charges du patronat en direction... des contribuables.

Les sociétés à capital-risque ont été lancées aux Etats-Unis, il y a une vingtaine d'années, et s'avèrent à l'usage des placements... sans risques.

Les investisseurs qui placent leurs capitaux sur ce marché peuvent espérer, d'après l'OCDE, « un taux de profit annuel moyen situé entre 30 et 60 % ».

Le seul inconvénient, jusqu'en 1981, était le poids de l'impôt de 49 %, qui freinait l'investissement. Depuis cette date, les choses se sont bien améliorées : celui-ci a été ramené à 20 % et les capitaux se sont rués sur ce créneau. Des sociétés françaises, Elf-Aquitaine, Sofinnova, CEA, CGE, etc. n'étant pas les der-

nières dans cette course à la rente spéculative.

Mitterrand va-t-il en faire autant ? C'est ce qu'il envisage, et même mieux, puisqu'ici — et la France est au 3^e rang mondial en ce qui concerne les sociétés à capital-risque — il réduirait le taux d'imposition de 50 à 15 % ! Et puis, pendant qu'il y est, les sociétés pourraient obtenir une franchise d'impôt jusqu'à concurrence de 50 % de leurs capitaux.

Ainsi une société envisageant un risque d'un million de francs sur sept ans pourrait obtenir dès la première année une déduction fiscale d'un demi-million, alors qu'elle n'aurait pas investi plus de 200 000 F ! Une façon comme une autre de gagner — quand ça marche — de l'argent avec de l'argent qu'on n'a pas. En cas d'échec, et c'est le cas pour une affaire sur trois, les contribuables épongeront.

Comme on voit, quand il s'agit des spéculateurs de la haute finance, Mitterrand peut faire mieux que Reagan. J.F.

Les patrons sortent du rouge, les salaires y entrent...

Depuis plusieurs mois déjà, on entend dire que certaines entreprises « sortent du rouge » ce qui, en langage clair, veut dire qu'elles améliorent leurs profits. L'INSEE avait d'ailleurs signalé que les profits des entreprises avaient augmenté de 18 % en 1983 et que le phénomène allait en s'amplifiant. La Bourse aussi l'avait révélé à sa manière.

Rien qu'en janvier dernier, le prix des actions avait augmenté de 7 %, deux fois plus en un mois que les salaires en un an !

La crise serait-elle terminée ? Non, mais ce sont les travailleurs qui la subissent et la paient de plus en plus à travers la baisse du pouvoir d'achat. L'INSEE a reconnu qu'en 1984, pour la première fois depuis 1958, le taux des salaires a

augmenté moins vite que les prix. Le journal patronal L'Expansion se félicite de ce que « la référence au pouvoir d'achat n'est plus l'alpha et l'oméga de la négociation salariale en France ». Et dans son numéro du 5 avril il cite un certain nombre d'entreprises qui augmenteront les salaires beaucoup moins que les 5 % d'inflation prévus. Il donne comme chiffres 4,5 % pour BSN, 4 % pour l'Oréal, 3 % pour Saint-Gobain (qui a pourtant réalisé en 1984 500 millions de bénéfices), pas plus de 3,3 % pour Rhône-Poulenc, qui lui aussi a amélioré ses profits. A Renault, pour la première fois dans l'histoire de la Régie, les bas salaires en 1984 ont pris du retard sur l'inflation. En 1985, seule une augmentation de 1,5 % est prévue au premier semestre. Le directeur du per-

sonnel de Peugeot quant à lui aurait déclaré : « Logiquement, compte tenu de nos résultats, nous ne devrions accorder aucune augmentation ». Le journal cite également des secteurs comme l'habillement, où certaines firmes « ont redressé leurs comptes l'année dernière en supprimant purement et simplement toute augmentation ». « En 1985, la plupart des entreprises ont encore un comportement de convalescent : elles continuent le traitement, même si leurs profits se sont améliorés », reconnaît-il.

C'est plutôt aux salariés que les entreprises infligent un traitement radical : en faisant pression sur les salaires, en les désindexant, en baissant leur pouvoir d'achat. C'est un journal qui reflète l'opinion des milieux patronaux qui le dit.



Bourse : 7 % de hausse en un mois, deux fois plus que les salaires en un an.

EDF :

Des « hommes au service des hommes » à « il faut vivre dangereusement » ?

Un transformateur d'EDF, dans un immeuble rémois, dégage-t-il de la dioxine à la suite d'une explosion en janvier dernier ?

Oui, répond un expert suédois. Non, répond EDF. Le ministère de l'Environnement a malgré tout fini par demander une contre-expertise par des spécialistes canadiens, dont il attend les résultats.

Mais cela n'a pas empêché les agents d'EDF d'inciter les habitants inquiets à regagner leur logement. Dans le doute, à EDF, on ne s'abstient pas.

A la suite de la révélation de cette affaire par un habitant, appuyé par une partie de la presse, le maire, lui, a pris la décision de fermer l'immeuble.

En attendant, on apprend que la France reste le seul pays où l'on fabrique des « polychlorobiphényles » (PCB), principaux constituants du pyralène qui, lui, servait à réfrigérer le transformateur. C'est ce pyralène qui, par échauffement en présence d'oxygène, peut produire la terrible dioxine.

Mais, et le ministre de l'Environnement dans tout ça, direz-vous ? Eh bien, il existe. Libération l'a rencontré. Il trouve que tout ça est « irrationnel ». Certes. Mais de là à faire respecter le rationnel...

Pas très regardant, Laurent Fabius

Quelques jours à peine après une vague d'arrestations dans les milieux étudiants opposés à la dictature sud-coréenne, Laurent Fabius, flanqué des ministres Edith Cresson, Hubert Curien et l'ex-patineur Alain Calmat, débarquait à Séoul, la capitale de la Corée du Sud, avec pour mission de raccommo-der les relations quelque peu distendues entre les deux pays.

Fabius connaissait le chemin. Il y était déjà venu, il y a deux ans, comme ministre de l'Industrie. C'est que les capitalistes français fondent de gros espoirs sur la Corée du Sud. Ils espèrent y vendre des Airbus, des centrales nucléaires, le TGV, du matériel militaire en vrac et même — on en a parlé, si on l'a démenti — bâtir une escale Air-France.

Alors, évidemment, avec des projets si grandioses, ces messieurs-dames ne vont pas regarder à quelques petits défauts : ils ne feront même pas semblant de s'apercevoir que la Corée du Sud est une dictature où les vagues de répression succèdent aux vagues de répression, ni même

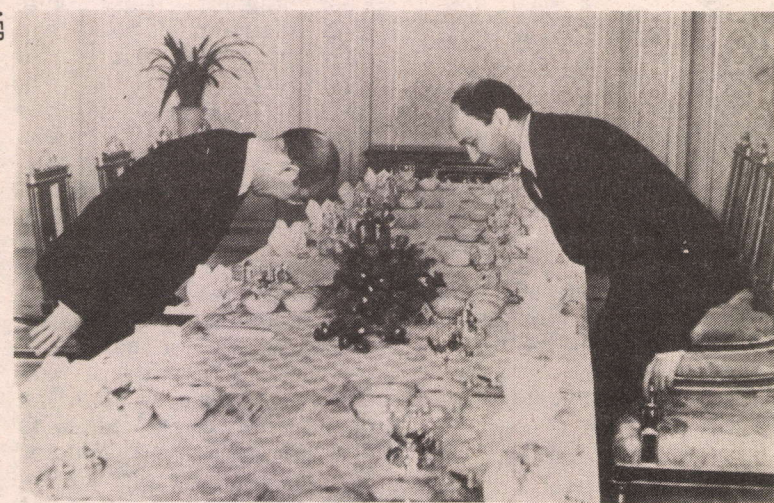
de s'inquiéter que la Corée du Sud est le quatrième pays le plus endetté du monde. Tant que les banquiers américains et israéliens soutiennent leur sanglant allié, les capitalistes français trouvent que la Corée du Sud a du « dynamisme ». Qu'importe le sort des Coréens !

Fabius a été parfait. Il n'a pas fait de phrases fielleuses sur les droits de l'homme. On n'était ni en Corée du Nord, ni à Moscou. Et il n'est pas Mitterrand ; il est lui... La Corée du

Sud souhaitait que la France ne reconnaisse pas la Corée du Nord. Pour reprendre les affaires, Fabius, bon garçon, s'est contenté de dire que « la France souhaite reconnaître la Corée du Nord, mais ne le fera pas sans l'approbation de Séoul. »

Si après ça Fabius n'a pas décroché quelques contrats pour ses commanditaires, messieurs les capitalistes français, c'est à vous dégoûter de faire le petit télégraphiste.

J.F.



Bon appétit, messieurs...

A quoi rêvent les patrons européens

Un article de R.P. Paringaux, paru dans *Le Monde* des 7-8 avril, donne du secret de la réussite des entreprises japonaises une image qui explique la jalousie des patrons français...

L'article est consacré aux « travailleuses à temps partiel », catégorie très répandue au Japon, puisque 65 % des entreprises emploient celles qu'on appelle là-bas des « parto timu », déviation de l'anglais « part time ». Mais, contrairement à ce que leur nom indique, les « parto timu » travaillent jusqu'à... 48 heures par semaine, pour des salaires tournant autour de 20 F de l'heure, tout compris, puisque les « parto timu » n'ont ni assurance, ni retraite, ni congés payés...

Il est de plus, à lire l'article, difficile de comprendre la différence avec les femmes employées « à plein temps », puisque « comme on attend — comme on exige — qu'elles quittent pour de bon la place à l'âge du mariage, elles ne bénéficient généralement d'aucune garantie d'emploi ». A poste égal, les femmes touchent 50 % du salaire des hommes. Ce qui amène le correspondant du *Monde* à conclure : « Dans un pays où le coût de la main-d'œuvre est déjà inférieur

FRILET



Une chaîne chez Honda

de moitié à ce qu'il est en Europe, on mesure les économies que permet l'emploi des femmes : elles coûtent moins cher au Japon que le travailleur immigré en Occident. »

D'une façon plus générale, c'est l'ensemble des salaires qui sont plus bas, sans compter que, visiblement, la législation est des plus souples : des recommandations administratives précisent que les entrepri-

ses « devraient observer la loi sur le salaire minimum », ou encore que « ceux qui travaillent toute l'année cinq ou six jours par semaine devraient bénéficier des jours légaux de congés payés »...

Les milieux dirigeants européens sont donc jaloux. Et leurs gouvernements font, officiellement, pression sur le gouvernement japonais pour qu'il mette fin à ces pratiques et

Quand le capitalisme en crise crée des emplois

Alors que la France perdait 1 % d'emplois, l'Angleterre 4 %, l'Allemagne 6 %, depuis 1973, les Etats-Unis en créaient, eux, 23 %, selon une étude du Bureau américain du travail reprise par *L'Expansion* du 5 avril.

L'économie américaine serait-elle plus prospère, l'industrie plus créatrice d'emplois là-bas qu'ici ? Aurait-elle réussi à temps la « modernisation » dont on nous parle tant ?

Rien à voir avec cela, comme le montre l'étude. Dans l'économie capitaliste en crise depuis plus de dix ans, la production n'augmente plus guère ou stagne, quand elle ne diminue pas.

Ainsi, même dans la dernière période où il est question de reprise, les créations d'emplois industriels ont été peu importantes aux USA. En 10 ans, ils n'ont augmenté que de 5,6 % ; 5 à 15 % seulement de l'ensemble des créations d'emplois seraient dus aux « nouvelles technologies ».

Aussi, comme l'écrit *L'Expansion*, « les nouvelles techniques introduites dans les secteurs traditionnels sont dévoreuses d'emplois — voir l'automobile. Et les créations de postes dans les secteurs à haute technologie eux-mêmes ne permettent pas à court terme de compenser cette perte ».

La projection faite pour les USA jusqu'en 1995, à partir des

tendances actuelles, pour classer les métiers créateurs d'emplois, est éloquent.

Il faut aller au 19^e rang pour trouver un métier productif, menuisier, au 20^e rang pour trouver un métier lié aux techniques modernes, technicien en électricité et électronique ! A l'avenir, seul un emploi sur vingt sera lié aux hautes technologies.

Ce sont essentiellement les services qui ont été créateurs d'emplois, et qui devraient continuer à l'être, selon l'étude.

Si on trouve au 6^e rang les infirmières et au 8^e rang les instituteurs, qui ne sont certes pas en trop grand nombre, on trouve au premier rang gardien d'immeuble, puis caissier, secrétaire, au 5^e rang vendeur, au 7^e rang serveur...

Selon une étude de l'INSEE, la France n'échappe pas à cette évolution. De 1975 à 1982 dans le secteur des services, principal créateur d'emplois, 50 % des emplois créés l'ont été dans la santé et l'action sociale ; viennent ensuite les sociétés d'études et de conseil, les hôtels-café-restaurants, le nettoyage, la coiffure, l'esthétique...

La seule différence est qu'en France, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie étant moins riches que de l'autre côté de l'Atlantique, les emplois de serveurs en tout genre sont forcément plus limités...

P.N.

Caspar, y'a l'téléphon...

Caspar Weinberger, le secrétaire américain à la Défense, a visité différents pays européens pour tenter de les associer au projet de Reagan de guerre des étoiles. Ses homologues français ont préféré causer affaires : achat d'avions-radars Awacs contre vente de Rita, le Réseau Intégré de Transmissions Automatiques mis au point par Thomson, un système qui permet à un état-major d'assurer en tout temps et sans crainte d'interception (et les Français sont des spécialistes, comme l'a prouvé l'affaire des télex piégés de l'ambassade de France en URSS) la liaison avec n'importe quelle unité du champ de bataille, aussi éloignée soit-elle... Sur quoi Rita établit instantanément la liaison entre le ministre américain et le Pentagone... Mais tous les responsables du ministère américain étaient aux abonnés absents !

Les meilleures techniques ont toujours leurs points faibles !

Les assises mouvantes du dollar

Sitôt finie la « trêve » du week-end de Pâques, le dollar a, une fois de plus, connu quelques remous, à la baisse cette fois, avant de regrimer à son niveau antérieur. A l'origine de cette baisse, un déficit de 47 millions de dollars d'une petite banque du New Jersey spécialisée dans les opérations sur les bons d'Etat. Une somme dérisoire à côté de celles qui se brassent journellement sur les différentes places financières.

Pourtant ce petit trou dans

les caisses d'une petite banque a fait bouger le dollar sur tous les marchés.

Il y a un mois, c'était 70 caisses d'épargne de l'Ohio qui avaient fermé leurs portes au public, à la suite de la faillite d'une entreprise de courtage de Floride dans laquelle une caisse d'épargne de l'Ohio avait des avoirs. Il y a un an, c'était deux grosses banques de l'Illinois — la First National de Chicago et la Continental Illinois — qui faisaient faillite...

Selon une enquête d'opinion du cabinet Arthur Andersen, d'ici 1990, un tiers des 15 000 établissements bancaires américains aura disparu.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les signes alarmants ne manquent pas... Ce qui n'a pas empêché le dollar de remonter ; preuve que c'est encore dans l'économie américaine que les possédants ont le plus confiance. C'est tout dire sur ce qu'ils pensent des économies des autres pays !

J.J.F.

La reprise... des profits

La revue américaine *Fortune* publie chaque année un classement des 500 premières entreprises américaines. Celui de l'année 1984 fait apparaître une remontée des profits des grosses sociétés industrielles, alors qu'ils avaient, selon la revue, chuté de 22 % en 10 ans. En tête de ce hit-parade : la société Chrysler. Elle passe du vingtième rang au cinquième. Mais surtout elle triple ses

bénéfices par rapport à l'année dernière : 2,4 milliards de dollars.

Les autres sociétés voient aussi leurs bénéfices augmenter, bien que dans des proportions moins spectaculaires. IBM, première, réalise un bénéfice de 6,6 milliards de dollars, Exxon, 5,5, General Motors, 4,5 et Ford, 2,9.

Ces super-profits ne signi-

fient pas pour autant que l'économie américaine se porte bien. Ils signifient seulement que les profits se portent bien. C'est ce que les économistes appellent la « reprise ». Le fait que ce soit précisément Chrysler qui enregistre les meilleurs résultats est significatif : c'est l'entreprise qui avait inauguré une politique de baisse des salaires avec l'accord des syndicats.

A.M.

Mais où est passée la recherche civile ?

La part du financement militaire dans la recherche atteint tous les records dans le projet de budget américain pour 1986. Alors qu'il y a quatre ans financements civils et militaires étaient encore équivalents, la part du militaire sera de 72 %. Reste donc 28 % pour le

civil. Mais là aussi, il faut s'entendre. Le « civil » est souvent peu éloigné du « militaire ». La NASA dépend ainsi d'un budget « civil »... Et comme par hasard, au sein de ce budget « civil », la NASA restera prioritaire ! Par contre, les budgets de la recherche dans

les sciences de la vie, dans l'agriculture entre autres, seront radicalement diminués.

Allez dire après cela que les jeunes et les militaires ne servent pas le progrès !

P.N.

Nous publions ci-dessous des extraits de deux articles parus dans le dernier numéro du *Pouvoir aux travailleurs*, mensuel trotskyste africain publié en France.

□ Côte-d'Ivoire :

La petite-bourgeoisie et les libertés démocratiques

Un mouvement politique d'opposition a été créé récemment dans les milieux de l'émigration ivoirienne en France. Il s'agit du MIDD (Mouvement d'Initiative pour les Droits Démocratiques) en Côte-d'Ivoire.

(...) Le MIDD se propose de « regrouper les Ivoiriens pour apprendre à réfléchir ensemble afin de favoriser l'avènement d'une société de démocratie et de progrès en Côte-d'Ivoire ».

(...) Qu'il y ait des intellectuels, des enseignants, des membres des classes privilégiées ivoiriennes qui souhaitent militer pour plus de démocratie, plus de libertés en Côte-d'Ivoire, c'est tant mieux. Encore faudrait-il savoir comment et pour qui obtenir ces libertés démocratiques.

(...) Alors, vouloir dans ces conditions « réunir les Ivoiriens pour réfléchir ensemble » — comme si le problème était

de réfléchir ! — sans distinction de classe sociale, c'est se préparer à tromper les pauvres, c'est se préparer à utiliser les prolétaires ivoiriens dans un combat qui n'est pas le leur.

(...) Tout le monde peut, à un moment donné, avoir intérêt à ce qu'il y ait des libertés démocratiques, y compris même une fraction de la bourgeoisie.

(...) Mais, même dans ces cas-là, les libertés démocratiques, cela n'a pas le même contenu, que l'on soit ouvrier, petit-bourgeois intellectuel ou bourgeois. Telles que les conçoivent la petite-bourgeoisie intellectuelle ivoirienne ou même la fraction de la bourgeoisie qui conteste, les libertés démocratiques, cela signifie pouvoir s'exprimer en toute liberté, vivre comme on le souhaite. (...) Mais, justement, ce genre de libertés s'accommode très bien de l'exploitation des ouvriers.

(...) Si des privilégiés ivoiriens en mal de strapontins parlent de la nécessaire unité au sein du MIDD pour assurer d'abord le triomphe des libertés démocratiques, c'est pour tromper les pauvres en se préparant à prendre la place de ceux qu'ils combattent. (...) Quand, au nom de l'efficacité de la lutte contre la dictature, ils proposent un grand rassemblement de tous les « démocrates », c'est en réalité pour empêcher les autres de s'exprimer autrement que sous leur contrôle à eux, bourgeois ou petits-bourgeois.

(...) Alors, en Côte-d'Ivoire, (...) si les travailleurs étaient engagés dans la lutte, la seule garantie qu'ils auront des libertés, c'est qu'ils gardent leurs armes et leurs organisations indépendantes. Sinon, leur lutte aura contribué, dans une bergerie, à remplacer un lion par une panthère.

L'aide intéressée des pays occidentaux



Les Etats des pays riches avaient été longs à intervenir lorsque des centaines de milliers d'Africains mouraient de faim dans le Sahel, à la fin de l'année 1984.

Depuis, l'aide occidentale s'est organisée. Une conférence internationale sur la faim réunie par l'ONU s'est tenue à Genève au mois de mars. Mais, comme l'écrit *Jeune Afrique Economie* du 11 avril à propos de cette conférence, « la sollicitude n'est pas innocente ».

Les Etats occidentaux cherchent à profiter de la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les pays du Sahel pour augmenter la dépendance de ces pays à leur égard.

Comme le remarque le journal, « l'Ethiopie est aujourd'hui dépendante des Américains pour la survie de 8 millions de ses citoyens ». L'Ethiopie étant considérée comme une alliée de l'URSS dans la région, c'est là un moyen de pression dont les Etats-Unis sauront certainement faire usage.

L'aide alimentaire a d'autre part l'avantage immédiat d'écouler les excédents agricoles dont les greniers des pays occidentaux regorgent et d'enrayer la chute des cours mondiaux des céréales qui menace les profits des producteurs. L'augmentation de l'aide américaine en 1984 a permis d'écouler à bon prix (c'est le

gouvernement américain qui payait) les excédents de céréales des producteurs du Middle West. Cela tombait fort à propos pour Reagan, à la veille des élections présidentielles. Pour 1985, les USA fourniront la moitié des 3 millions de tonnes de vivres nécessaires pour le Sahel, ce qui permettra là encore au passage aux céréaliéristes américains de faire quelques bonnes affaires.

L'agriculture africaine a été ruinée ou empêchée de se développer par la domination économique de l'impérialisme. Des cultures d'exportation modernes, consommatrices de produits d'importation, ont été installées sur les meilleures terres, en chassant les paysans qui y pratiquaient des cultures destinées à la consommation. L'agriculture vivrière a été ruinée, comme dans la plupart des pays du Tiers Monde.

C'est cette situation qui est responsable des famines dont souffre l'Afrique.

La distribution d'aide alimentaire ne change rien aux causes fondamentales de la famine. En outre, elle accroît la dépendance des pays qui la reçoivent envers les pays riches.

Cela sauvera des vies humaines, bien sûr. Mais pour leur assurer quelle survie ?

P.N.

□ Sénégal :

Les producteurs d'arachide se méfient de l'Etat

Les autorités sénégalaises sont en émoi. En effet la campagne de commercialisation de l'arachide a été cette année la plus mauvaise que les pays ait connue depuis 25 ans.

(...) A force de soutirer par tous les moyens de l'argent aux paysans sénégalais, l'Etat n'a plus de crédit auprès d'eux. Maintenant, le paysan sénégalais préfère se « débrouiller » plutôt que de vendre son arachide à l'Etat.

(...) Un exemple : le prix du kilo d'arachide était fixé ces derniers temps à 70 F CFA. Mais le producteur ne recevait que 50 F CFA par kilo, l'Etat prélevant 20 F CFA à titre d'acompte pour les semences de l'année suivante et les engrais. (...) Or l'année dernière, sauf en Casamance, aucun paysan n'a touché la totalité des semences qu'il

avait payées. Il en fut de même pour l'engrais qui, au meilleur des cas, était livré avec retard au paysan.

Donc, cette année, les paysans ont visiblement préféré vendre leur arachide ailleurs. Soit dit en passant, sur le marché parallèle, l'arachide est payée 75 F CFA le kilo, sans retenue.

(...) En tout cas, du côté des Lesieur, tout baigne dans de l'huile, si l'on peut dire, car pour eux, quels que soient les chemins que prend l'arachide, (...) c'est du pareil au même. A moins que les paysans se mettent tous à fabriquer de la « sagal » (huile de fabrication artisanale) et court-circuitent ainsi l'approvisionnement des industriels de l'huile d'arachide. Pour le moment, les choses sont loin de là. (...)



1975-1985 Liban : 10 ans de guerre civile

Il y a tout juste dix ans, le 13 avril 1975, furent tirés les premiers coups de feu de ce qui devait être la guerre civile libanaise. Ce jour-là, un car de civils palestiniens traversant le sud de Beyrouth fut pris sous le feu des milices chrétiennes. Il y eut plus de trente tués.

De façon consciente, calculée, préméditée, la droite libanaise avait perpétré son exaction. Désireuse de briser la montée de la gauche et du mouvement populaire, qui se manifestait en fait depuis 1972, elle s'en prit d'abord aux Palestiniens, qui par leur autonomie, leur rôle d'exemple et d'entraînement, présentaient potentiellement un des principaux dangers pour la stabilité de l'Etat libanais.

Pour la droite chrétienne, il s'agissait de frapper de terreur cette population libanaise pauvre, ces Palestiniens qui osaient s'armer, se défendre, se battre. Pour l'exemple, la bourgeoisie libanaise avait besoin d'un massacre.

1975 : les pauvres prennent les armes

Mais les Palestiniens, comme des milliers d'opprimés libanais d'ailleurs, réagirent les armes à la main contre la tentative de coup de force de l'extrême-droite. La puissance de cette réaction surprit même ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du Liban, pensaient que les armées phalangistes étaient assez puissantes pour établir leur ordre. Au cours des trois premiers mois de la guerre civile de 1975, les forces du camp dit « palestino-progressiste » enregistrèrent une avance sur tous les fronts, parvenant à contrôler la majeure partie du pays, à l'exception de la capitale.

Mais en déclenchant leur offensive contre la gauche libanaise et la Résistance palestinienne, les « Phalanges » d'extrême-droite se savaient assurées d'un soutien international. Le mouvement des masses libanaises et palestinien-

nes, même s'il se rangeait derrière les représentants politiques de la bourgeoisie musulmane, n'avait pas des ennemis qu'au Liban.

L'impérialisme américain, en premier lieu, était hostile à toute modification du statu quo dans cette région du monde. Israël ne pouvait que se féliciter de la répression des organisations palestiniennes, dans le seul pays où elles étaient encore libres de leurs mouvements. Les régimes des différents Etats arabes étaient eux aussi ennemis de tout mouvement pouvant déboucher sur un changement politique et être par là-même un exemple pour les masses populaires des pays du Moyen-Orient.

Mars 1976 : la Syrie écrase les camps palestiniens

Il fallait donc un gendarme. Le rôle échu à la Syrie. Le gouvernement de Damas, qui au début du conflit affirmait sa solidarité avec la Résistance palestinienne, se rangea ouvertement en mars 1976 aux côtés des phalangistes contre les forces palestino-progressistes. Sous prétexte de mettre fin à la guerre civile, l'armée syrienne intervint brutalement, livrant une guerre de répression ouverte dont les objectifs prioritaires furent les camps palestiniens et les villes où la gauche était implantée.

Seulement, en intervenant en puissance soucieuse du maintien de l'ordre, la Syrie favorisait l'extrême-droite phalangiste, lui offrant un pouvoir qu'elle aurait bien voulu exercer seule, sans tutelle syrienne, quitte pour ce faire à rechercher l'aide de l'Etat d'Israël.

1977-1978 : la Syrie cherche à neutraliser l'extrême-droite qu'elle avait contribué à mettre en selle

Le gouvernement de Damas ne pouvait le tolérer. Il ne lui

resta plus qu'à intervenir militairement une fois de plus, mais cette fois-ci contre l'extrême-droite, ce qu'il commença à faire dès le début de 1977 et surtout durant l'année 1978.

Le gouvernement de Tel-Aviv, lui ne resta pas inactif. Tant que la Syrie affrontait les pauvres et les déshérités, elle avait le soutien d'Israël et de tous les pays occidentaux. Mais dès qu'elle s'en prit à l'extrême-droite chrétienne, la Syrie rencontra la désapprobation de ce même monde impérialiste. Un tel contexte international permit d'ailleurs à l'armée israélienne d'envahir une première fois le Sud-Liban, en mars 1978, et d'y installer une véritable armée de mercenaires à sa dévotion, chargée d'y maintenir un ordre hostile aux populations musulmanes, pourtant largement prédominantes.

1982 : Israël envahit le Sud-Liban

A de multiples reprises, notamment en janvier 1979, en avril 1980 et en juillet 1981, Israël intervient encore au Liban, soit en envoyant ses commandos, soit en bombardant des camps palestiniens de la banlieue de Beyrouth.

L'année 1982 vit une accentuation de la guerre. En juin, l'armée israélienne, dont l'objectif affirmé était de liquider la Résistance palestinienne, envahit massivement le Sud-Liban, menant une guerre impitoyable qui fit des dizaines de milliers de morts. La droite phalangiste obtenait de cette façon la victoire politique qu'elle recherchait depuis sept ans.

Mais si, grâce aux tanks de l'armée d'Israël, l'installation du clan Gemayel aux commandes de l'Etat fut somme toute relativement aisée, les phalangistes ne réussirent pas pour autant à briser les forces armées des autres courants et factions. Dès les premières phases du retrait israélien, leurs oppositions, parfois violentes, reprirent le devant de la scène.

Une guerre sociale devenue une guerre entre clans confessionnels

Cependant, les conflits tels qu'ils se déroulent aujourd'hui ont en grande partie perdu le contenu politique et social qu'ils avaient eu durant la période de 1975-1976. Cela est essentiellement dû à la politique de la gauche libanaise qui s'est toujours refusée à donner aux combats des masses pauvres libanaises et palestiniennes un autre objectif que celui d'un vague rééquilibrage de l'Etat libanais au profit de divers clans politiques essentiellement druzes ou chiites. La guerre civile s'est ainsi peu à peu réduite à un combat entre clans confessionnels : combat des druzes ou des chiites contre les chrétiens.

Aujourd'hui, au Liban, les forces en présence se sont notablement modifiées. Le mouvement palestinien y est fortement affaibli. La guerre du Liban a constitué pour lui un important revers. L'occupation israélienne du Sud-Liban puis de Beyrouth-Ouest, les coups de boutoir de l'armée syrienne contre les combattants palestiniens dans la région de Tripoli,

ont ôté aux organisations armées contrôlées par l'OLP le territoire où elles disposaient auparavant d'une liberté d'action et d'organisation. Même dans les zones contrôlées par les Druzes ou les Chiites, les leaders de ces communautés donnent des gages à la bourgeoisie chrétienne, se proclamant eux aussi opposés à toute présence palestinienne.

Mais cet échec de l'OLP est finalement, sur le fond, de même nature que celui de la gauche libanaise. Refusant d'utiliser le potentiel révolutionnaire présent parmi les populations des pays arabes, visant la recherche de compromis envers l'impérialisme et les régimes en place, l'OLP a été de capitulation en capitulation, menant à la défaite des masses et finalement à son propre échec politique et militaire.

Aujourd'hui, le vide politique laissé par la faillite de l'OLP est en partie comblé par les courants intégristes musulmans, qui cherchent à détourner les sentiments de solidarité des masses arabes au profit d'un pan-islamisme réactionnaire qui n'offre au demeurant aucune perspective d'émancipation aux populations du Moyen-Orient.

Georges LATTIER



Yasser Arafat

AFP



AFP



Un coup d'Etat a mis fin, samedi 5 avril après deux semaines de crise marquées par les émeutes de la faim et la grève générale, à 17 ans de pouvoir du maréchal Nemeiry au Soudan. « Les forces armées se sont rangées au côté du peuple en prenant le pouvoir pour une période transitoire », a déclaré le commandant de l'armée, le général Ad Dahab. Il a promis l'organisation « d'élections libres et impartiales ». Mais c'est tout de même l'armée qui, pour le moment, garde le pouvoir, tout comme elle l'avait auparavant avec Nemeiry. Et le nouvel « homme fort » du Soudan s'est empressé d'appeler la population à mettre fin à la grève générale, ajoutant que celle-ci serait désormais considérée comme de la « haute trahison ».

On ignore encore si les consignes du nouveau pouvoir ont été suivies d'effet. Lundi 8 avril encore, des manifestations ont eu lieu devant le quartier général des forces armées, réclamant l'établissement immédiat d'un pouvoir civil. De son côté, le général Ad Dahab a accusé un « groupe » qui, selon lui « essaye de confisquer à son profit l'immense victoire obtenue grâce à la solidarité de toutes les couches de la population » et « appelle à la poursuite des grèves », sans qu'on puisse en savoir plus sur ce « groupe » et sur les grèves qui se poursuivraient.

Le fait est, en tout cas, que la population soudanaise a toutes les raisons de se méfier de ce général qui lui parle aujourd'hui de son « immense victoire » sur Nemeiry, alors qu'il était lui-même un des principaux personnages de son régime. De toute évidence Nemeiry, trop discrédité, a été lâché par une partie des dirigeants de l'armée et de l'Etat, voire même par ses protecteurs égyptiens et américains qui ont estimé qu'il était désormais plus encombrant qu'utile. Mais pour tous ces gens-là, l'objectif est de tenter de restaurer dans le pays un pouvoir et une autorité stables, alors que le dictateur déchu, en rassemblant contre lui toutes les oppositions, semblait devenu la première cause d'agitation et de désordre.

Dans la situation économique et sociale dramatique que connaît le pays, cette restauration de l'ordre et de la stabilité que les couches dirigeantes et les dirigeants impérialistes attendent du nouveau pouvoir, impliquent de heurter de front les classes populaires. Près d'un quart de la population souffre de la famine. Le Soudan, un des pays les plus pauvres du monde, est aussi parmi les plus endettés, et le FMI exige qu'il honore sa dette. Autant dire que les nouveaux dirigeants soudanais n'ont à offrir à la population que la continuation, voire l'aggravation de cette situation. Ce qui veut dire pour eux maintenir une dictature empêchant toute réaction des masses populaires surexploitées et affamées du Soudan.

Ainsi, à peine une dictature est-elle tombée que le principal enjeu pour les classes dirigeantes soudanaises devient d'en établir une nouvelle. Cela leur sera-t-il aisé ? Cela dépendra du degré de mobilisation des masses populaires, qu'il est impossible de mesurer d'après les maigres informations qui parviennent du Soudan. Les émeutes de la faim, puis la grève générale déclenchée au début du mois d'avril par les organisations d'opposition, ont contribué à la chute de Nemeiry, avant même que l'armée se décide à virer de bord. Mais quel est, au sein de la population, le poids respectif de ces organisations, qui vont du Parti Communiste aux Frères Musulmans ? Quelle politique ces organisations lui proposent-elles ? Y en a-t-il une seule qui est prête à représenter jusqu'au bout les intérêts et la volonté de lutte des masses pauvres soudanaises ? Et puis quel est le rapport de forces réel entre la population, les différentes oppositions politiques et l'armée ? C'est de tout cela que dépend l'avenir.

De l'armée en tout cas et du nouveau pouvoir, qu'ils soient dirigés par le général Ad Dahab ou par un autre, le peuple soudanais n'a rien à attendre. Car les tenants de l'appareil d'Etat, et surtout les dirigeants impérialistes, comptent dessus pour continuer de pressurer par la force une des populations les plus pauvres du monde, quitte à la réduire à la famine ; pour que les profits des classes dirigeantes et les revenus réguliers des capitaux occidentaux soient assurés.

André FRYS.

Nemeiry du nass à l'islam avant de l'or

Le général Nemeiry, qui vient d'être renversé par sa propre armée aux applaudissements de la rue, était un des plus fidèles alliés de l'impérialisme, et notamment des Etats-Unis, au sein des Etats arabes. Aux côtés de l'Egypte de Sadate puis de Mubarak, de l'Arabie Saoudite ou des Etats du Golfe, il était un des chefs d'Etat les plus ouvertement pro-occidentaux, tenant du libéralisme à tout crin et de l'ouverture de l'économie soudanaise aux capitaux impérialistes.

Nemeiry n'en a pas moins commencé sa carrière comme « officier libre », affichant au sein de l'armée des opinions neutralistes, voire teintées de marxisme, à l'instar des officiers nassériens de l'Egypte voisine. Après avoir combattu l'occupant britannique (le Soudan n'est devenu indépendant qu'en 1956) puis emprisonné à deux reprises sous le régime du général Abboud (en place de 1958 à 1964), il fut le principal promoteur du coup d'Etat du 25 mai 1969, qui porta au pouvoir une coalition d'officiers dits progressistes. Il déclara vouloir faire du Soudan « un phare du socialisme » et reçut le sou-

Une situation économique catastrophique

Le Soudan, qui compte 20 millions d'habitants, est aussi le plus vaste pays d'Afrique, grand comme près de cinq fois la France. Une grande partie du pays est désertique, mais il dispose des importantes ressources hydrauliques fournies par le Nil, qui le traverse du sud au nord, tandis que le sud est soumis au régime des pluies tropicales. Au total, le Soudan dispose d'une telle quantité de terres arables que l'idée avait germé, parmi les dirigeants du monde arabe, d'en faire le « grenier du monde arabe ». Et pourtant, depuis trois ans, la famine s'installe dans le pays, au point de menacer aujourd'hui quelque six millions d'hommes. Elle est due à la sécheresse, qui frappe le Soudan comme sa voisine l'Ethiopie ; mais pas seulement.

Le régime de Nemeiry s'est montré extrêmement discret sur l'extension de ce fléau, qui

progresses régulièrement. Il s'est abstenu pendant longtemps de demander l'aide internationale. Une des raisons avancées est que la capacité d'accueil des ports soudanais et l'insuffisance des routes ne permettraient pas, de toute façon, l'acheminement des denrées alimentaires. D'autre part, la distribution gratuite de celles-ci risquerait de ruiner nombre de propriétaires fonciers, en provoquant la chute des prix de leurs produits. Or, la rareté aidant, ceux-ci ont largement grimpé ces dernières années. Le prix de la doura — variété de sorgho dont on fait le pain local — a ainsi été multiplié par trente en trois ans.

Mais surtout, au moment même où il souffre de la faim, le pays continue d'exporter des denrées agricoles, entre autres le coton, qui fournit plus de la moitié des recettes d'exportation. Celles-ci servent entièrement à payer la dette extérieure, qui est passée, en dix ans, de 600 millions de dollars

à 9 milliards. Le seul service des intérêts de cette dette se monte à 1,25 milliard de dollars par an, soit 153 % de la valeur des exportations.

Cette dette extérieure a-t-elle au moins servi à équiper le pays, à lui donner les moyens de faire face aux besoins de la population ? Il faut bien constater que non. Des usines de textile, de sucre, de ciment, par exemple, ont été construites, qui ont une capacité de production supérieure aux besoins actuels du Soudan. Mais leur construction a surtout servi à rapporter de l'argent aux fournisseurs occidentaux qui les ont construites. Aujourd'hui, elles ne fournissent pour la plupart que le tiers des quantités escomptées. Le reste est importé au prix fort, gonflant d'autant la dette extérieure. Une raffinerie sucrière, financée par le Soudan, l'Arabie Saoudite et le Koweït, devait coûter en principe 60 millions de dollars et rendre le pays auto-suffisant dès 1979. Elle a coûté en fait un milliard de dollars, sans répondre pour autant à l'objectif fixé !

En fait, comme pour bien d'autres pays sous-développés, les crédits et « l'aide » fournis au Soudan n'ont été qu'un moyen d'enrichir les couches dirigeantes locales, la bureaucratie de l'Etat, pour retourner surtout, par divers biais, d'où ils étaient venus, c'est-à-dire sur les comptes en banque des financiers occidentaux. Et c'est pour payer à ces gens-là les intérêts qu'ils exigent que le revenu de la population est diminué, que les productions agricoles sont exportées et que la sécheresse devient une menace de mort pour le quart de la population !

Celle-ci paye aujourd'hui d'un prix insupportable une crise qui n'est due qu'en partie à cette calamité naturelle qu'est la sécheresse, et pour l'essentiel à la mainmise de l'impérialisme, à son emprise qui devient de plus en plus lourde à mesure que s'aggrave la crise économique mondiale. Quelques chiffres en donnent une idée. La livre soudanaise, qui valait encore 2,8 dollars en 1978, n'en vaut plus que 0,416

AFP



aujourd'hui. Les salaires n'ont pas suivi — la grève est punie de la peine de mort —, ni les revenus des paysans et des travailleurs indépendants. Un ouvrier du secteur public gagne, selon son ancienneté, de 30 à 140 livres (soit de 125 à 600 F), alors que le prix d'une partie des denrées alimentaires s'établit aux prix du marché

dictature à l'autre ?

**érisme
nisme :
out un défenseur
dre impérialiste**



L'ex-dictateur Nemeiry à l'Elysée...

tien du Parti Communiste Soudanais, un des plus forts PC du monde arabe, et de son leader Abdel Khalek Mahjoub.

Cette influence n'empêchait pas le PC soudanais, tout comme ses homologues égyptien, syrien, irakien ou autres, de n'avoir d'autre politique que le soutien à tel ou tel officier « progressiste ». Rapidement déçu par Nemeiry qui, tout en admettant un représentant du PC dans son gouvernement, cherchait à réduire son influence, le PC soudanais soutint, en juillet 1969, la tentative du commandant Hachem El Atta, un de ces officiers « progressistes », de renverser Nemeiry par un coup d'Etat. Mais la tentative échoua, entre autres grâce au soutien accordé à Nemeiry par le régime libyen, déjà dirigé alors par Kadhafi. Nemeiry, revenu au pouvoir, en profita pour exercer contre le PC soudanais une répression impitoyable. Abdel Khalek Mahjoub fut pendu, après une mise en scène macabre — Nemeiry l'invitant à manger avant de l'exécuter. Des milliers de militants communistes et syndicalistes furent assassinés dans tout le pays.

Nemeiry eut encore à faire face, au cours de ses dix-sept

années de pouvoir, à diverses oppositions, à des tentatives de coup d'Etat et à une guérilla sporadique dans le sud du pays, traditionnelle dans cette région où la population est noire, de religion animiste et chrétienne, contre un pouvoir politique qui s'affirme arabe et islamique. Perdant de plus en plus ses soutiens politiques, y compris au sein de la bourgeoisie des villes, cet homme qui avait en son temps dénoncé la religion comme « l'opium du peuple » devint le promoteur de l'introduction de la loi islamique, la « chari'a », au Soudan, et fit entrer dans son gouvernement des représentants des « Frères Musulmans ». On se mit à appliquer l'amputation de la main aux malfaiteurs, la mise à mort aux coupables d'adultère ou la peine du fouet aux couples non mariés « soupçonnés d'avoir eu l'intention de fornicuer », ou à pourchasser les consommateurs d'alcool sous toutes ses formes.

Curieusement, les alliés impérialistes de Nemeiry, et en particulier les Etats-Unis, si prompts à dénoncer le « fanatisme musulman » quand il vient de régimes qui s'opposent à leur emprise, ne trouvèrent pas là matière à s'indigner.

Mais Nemeiry, qui espérait sans doute ainsi gagner le soutien d'une partie des milieux musulmans traditionnels, ne réussit qu'à s'isoler encore plus. Il finit par limoger les « Frères Musulmans » et les dénoncer violemment, et par mettre fin aux amputations « coraniques ».

C'est alors seulement qu'on apprit que ce limogage faisait suite à des interventions des alliés américains et égyptiens tardives, en vérité...

De l'officier « neutraliste » au tenant de la loi islamique, la seule constante de Nemeiry n'est-elle pas d'avoir, avant tout, maintenu le Soudan sous sa dictature et, ainsi, préservé les intérêts de l'impérialisme ?

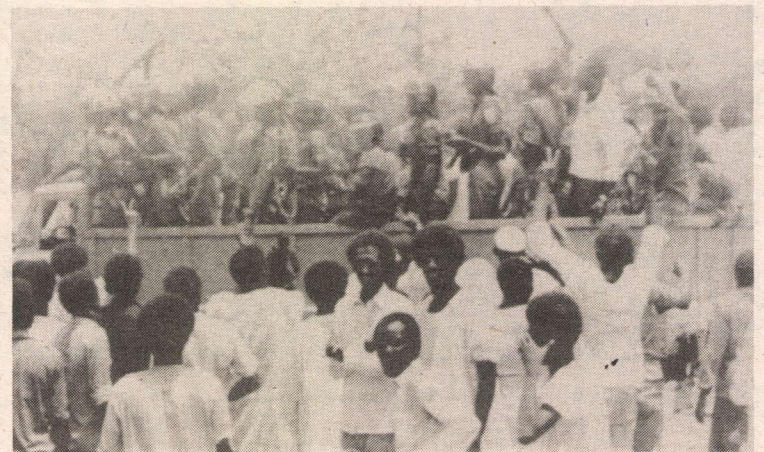


... et au Sénat américain.

Les mouvements d'opposition

Les principales organisations politiques d'opposition au régime de Nemeiry sont regroupées, depuis août 1984, au sein d'un front, le « Front du Salut National ». Le programme commun de ce front comportait la liquidation du « régime corrompu » de Nemeiry « par tous les moyens, mais en priorité par un soulèvement populaire », dans lequel les dirigeants du front comptaient obtenir la neutralité de l'armée. Il se prononce pour la restauration du pluralisme des partis et des libertés publiques, s'engage à « annuler les lois faussement islamiques qui portent préjudice tout autant aux musulmans qu'aux non-musulmans », « à défendre les droits de l'homme », tout en précisant que, dans la future Constitution, l'islam demeurerait « la principale source d'inspiration de toute législation ».

Le Parti Communiste Soudanais, qui semble s'être en partie relevé de la répression qui l'a frappé en 1971, est membre de ce front, au sein duquel il côtoie des mouvements baassistes ou nassériens, mais aussi l'opposition traditionaliste représentée par les confréries islamiques des « Khatmias », et des « Ansars ». Ces derniers, notamment, se placent dans la tradition natio-



naliste soudanaise et se réclament du « Mahdi », dirigeant de la résistance à la colonisation anglaise au siècle dernier. Cela prouve au moins que le PC Soudanais n'a pas rompu avec la politique désastreuse qui, en le mettant à la remorque de tel ou tel dirigeant petit-bourgeois, « progressiste » ou non, a déjà conduit ses militants au massacre.

En fait, outre les musulmans intégristes, les « Frères Musulmans », dont Nemeiry ne s'était séparé que tout récemment, et bien sûr l'armée, le principal concurrent politique du Front du Salut National est constitué par le MPLS, le Mouvement Populaire de Libéra-

tion du Soudan, dirigé par John Gareng.

Ce militaire qui a passé de longues années d'études aux Etats-Unis s'est érigé en fédérateur des mouvements de guérilla du sud, causant d'importantes difficultés à l'armée de Nemeiry. Il disposerait aujourd'hui d'une armée de 7 000 à 10 000 hommes. Il affirme lutter contre tout séparatisme, tant du nord musulman que du sud animiste et chrétien, et se dit partisan d'« un Soudan unitaire et socialiste ». Affirmant lutter pour « le gouvernement du MPLS », celui-ci ne s'est pas fondu dans le Front du Salut National.



mondial. Le prix de la principale viande consommée au Soudan, la viande de mouton, est plus élevé à Khartoum qu'à Londres.

C'est d'abord cette situation économique désastreuse qui explique la chute de Nemeiry. La dernière mesure politique

de celui-ci avait été, pour rétablir l'équilibre du budget de l'Etat comme le lui demandait le FMI, de supprimer, en pleine famine, les subventions gouvernementales pour un certain nombre de produits, entraînant l'augmentation de 33 % du prix du pain ! Les promesses du nouveau général ne suffiront pas à calmer la faim.

MANIFESTATIONS CONTRE LE RACISME

Dans les Bouches-du-Rhône :

La semaine dernière, dans les Bouches-du-Rhône, de nombreuses personnes sont venues crier leur dégoût et leur colère devant les crimes racistes et les idées racistes.

Déjà, mardi 26 mars, plus d'un millier de personnes avaient manifesté contre le crime de Menton. Puis, dimanche 31 mars, quatre cents personnes étaient venues à un rassemblement contre l'attentat au festival du cinéma juif.

Une manifestation a eu lieu vendredi 5 avril à Marseille. 2 700 personnes ont défilé de la Canebière à la Porte-d'Aix, pour montrer

qu'elles ne laisseraient pas sans réagir le racisme se développer. A cette manifestation, les travailleurs maghrébins étaient en nombre important et formaient la plus grande partie de la foule.

Les différentes amicales des travailleurs maghrébins y avaient appelé, ainsi que le PC, la CGT, la CFDT.

Puis une manifestation, à l'appel de « SOS-Racisme » (qui ne participait pas à celle du vendredi), a eu lieu à Miramas, ville où un jeune Algérien a été assassiné. Il y avait déjà eu à Miramas une grande manifestation de près de 3 000 personnes le

lundi 1^{er} avril.

Il y avait là 1 000 personnes et surtout de nombreux jeunes de Miramas et de la région.

La manifestation s'est terminée par une prise de parole au cours de laquelle les organisateurs, tout en se réclamant de l'apolitisme, ont reproché au maire, PC, de Miramas, et à l'Amicale des Algériens d'avoir voulu, à leurs yeux, « saboter » la manifestation. Par contre, la présence dans la manifestation des élus locaux du PS venus avec leurs écharpes officielles a, elle, été saluée.

Correspondant LO

A Montbéliard :



La manifestation dans les rues de Montbéliard.

Vendredi 5 avril, à l'appel du Collectif antiraciste, un millier de personnes ont défilé dans les rues de Montbéliard. Toutes les associations de travailleurs immigrés, les associations de locataires, les syndicats CGT, CFDT et FEN, les organisations politiques, PS, PC,

PSU, LCR et les associations religieuses avaient appelé à la manifestation.

Les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière étaient bien entendu présents, mais ont tenu à affirmer sur leurs pancartes et sur une banderole que « les prolétaires n'ont pas de

patrie, les seuls étrangers sont les exploités ». Ce qui a suscité quelques remarques de la part de manifestants, du style : « Mais vous êtes racistes contre les patrons ». D'autres, des jeunes en particulier, trouvaient bien notre mot d'ordre : « Un seul peuple : l'humanité ; une seule patrie : la Terre. Prolétaires de tous les pays, unissons-nous... » tout en ajoutant que c'était utopique !

Cette manifestation a rassemblé beaucoup de monde pour répondre aux attaques racistes qui se sont multipliées ces dernières semaines, dans la région et chez Peugeot.

Correspondant LO

Une liste de 66 travailleurs marocains, avec leurs noms et adresses, a circulé dans les ateliers, les invitant à profiter de l'aide au retour avant qu'ils ne soient purement et simplement licenciés. Des travailleurs algériens et yougoslaves ont reçu des appels téléphoniques à leur domicile, la nuit de préférence, sur le thème « la valise ou le cercueil ». Et d'infâmes torchons racistes ont été trouvés à l'usine ou dans les rues signés par une certaine « Association contre le racisme anti-français » et une « Fraction armée anti-arabe », qui se proposent de frapper bientôt et fort.

Correspondant LO

Ateliers RATP de Championnet (Paris 18^e)

Direction et CHS : pas de bruit, pas d'histoire !

Nous avons relaté, il y a quelque temps (voir LO n° 877), un grave accident survenu aux Ateliers de Championnet où sont réparés les bus RATP. Un ouvrier d'une entreprise extérieure avait été très grièvement brûlé à la suite de l'explosion d'un fût contenant des produits solvants. L'explosion avait été provoquée par des étincelles provenant d'un découpage qu'effectuait un de ses camarades sur un échafaudage.

Le 30 mars, ce travailleur est décédé à l'hôpital des suites de ses brûlures.

Aux Ateliers, cela ne s'est su que deux jours plus tard, le 2 avril. Bien entendu, la direction n'a pas fait beaucoup de bruit autour de cette affaire. Mais du côté syndical, même silence. Le secrétaire du CHS (FO) a ouvert la réunion concernant cet accident en déclarant, d'entrée de jeu, que personne n'était là pour chercher les responsabilités, qu'il s'agissait en substance de revoir simplement les plans de sécurité... La direction de la RATP comme celle de la COMECO — l'entreprise extérieure — ont dû tout de suite être rassurées...

Le délégué CHS explique — et là-dessus, il a raison — qu'il a voulu éviter qu'on mette en cause tel ou tel travailleur. Mais en fait, il a aussi esquivé la question de la responsabilité

de la direction de la Régie, avec sa politique de modernisation à tout prix, le plus vite possible.

Quand la nouvelle de la mort du camarade de la COMECO a été annoncée, de nombreux camarades, montés à la direction pour des problèmes concernant leurs revendications, en ont profité pour dire à l'ingénieur en chef leur façon de penser : « Vous êtes fort pour les notes de service sur la discipline et la productivité. Mais quand il y a un mort par votre faute, là, personne n'est averti ». « Vous payez des stages de sécurité à l'encadrement, et on voit comment ça se passe pour les consignes de sécurité ! ». Quand on lui a rappelé que pour nous il n'y avait pas deux sortes de travailleurs, ceux de la Régie et les autres, il s'est indigné et a déclaré qu'il en était de même pour lui. A une différence près cependant : cet accident mortel ne sera pas comptabilisé dans les statistiques des accidents survenus à la RATP dans l'année...

Mais cela n'empêche pas qu'à Championnet l'indignation est grande : bien des travailleurs sont écœurés par ce qu'ils considèrent comme une volonté bien arrêtée de faire le silence autour de la mort d'un de leurs camarades.

Correspondant LO

Unesco René-Maheu (Toulouse)

Le personnel réagit contre les licenciements

Les clubs UNESCO s'occupent de loger, d'alphabétiser et d'insérer les réfugiés politiques et demandeurs d'asile.

Au centre René-Maheu, à la suite d'un déficit budgétaire d'un million de francs, le conseil d'administration met en place un plan de restructuration avec à la clé six licenciements dont, pour l'instant, quatre sont connus, et la suppression du secteur d'alphabétisation.

Comme toujours dans ce cas-là, c'est le personnel qui trinque. Mais les animatrices concernées n'entendent pas se laisser faire. Elles ont constitué un comité de soutien. Après une journée de grève, le 14 mars, et une distribution de tracts à la population toulousaine, elles ont décidé de se rendre au conseil d'administration qui devait décider de leur sort, le vendredi 5 avril au soir. Et c'est ainsi que les membres de cette assemblée ont vu entrer dans leur salle de réu-

nion une trentaine de personnes venues soutenir les trois animatrices menacées dans leur emploi. Le président, député PS du coin, décidait alors de ne pas ouvrir le conseil d'administration. Mais, sous la pression, il tenta de justifier les mesures prises en soulevant des considérations économiques. Il lui fut alors rappelé que le conseil d'administration n'avait pas toujours été aussi regardant sur les questions financières, par exemple lorsque l'ancien président s'était accordé à lui-même un « prêt » de 150 000 F sur le budget des clubs.

Au bout de deux heures, les animatrices décidèrent de « retenir » le conseil d'administration toute la nuit si celui-ci refusait de revoir le problème avec les intéressées. Devant la détermination du comité de soutien, le conseil d'administration acceptait. Rendez-vous est pris pour le jeudi 11 avril.

Affaire à suivre.

□ Sécurité sociale

L'austérité à la CRAMIF

DES BUDGETS EN DIMINUTION

Depuis trois ans les consignes d'austérité touchent les organismes de Sécurité sociale et d'Allocations familiales, comme toutes les entreprises. Mais cette année les répercussions des consignes ministérielles se font particulièrement sentir.

A la CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France) par exemple, 48 postes sont supprimés à l'Administratif et 26 au Contrôle médical. Ces suppressions sont demandées par la tutelle, d'une part pour constituer une « réserve » de 1 % des effectifs à l'échelle nationale (toutes les caisses doivent faire de même) mais, ce qui est nouveau, pour « autofinancer le GVT ». Derrière ces termes de technocrates, cela signifie que toutes les augmentations individuelles conventionnelles et les promotions doivent être prises dans la masse salariale, elle-même limitée.

REDUCTION DES AUGMENTATIONS INDIVIDUELLES

Concrètement, à la CRAMIF, 8 postes sont supprimés au budget pour payer les avantages conventionnels (4 % « au choix » donnés aux 40 % d'employés les mieux notés, 4 % à l'ancienneté donnés à

chacun tous les deux ans)... mais ces suppressions d'effectifs ne garantiront peut-être pas le paiement intégral. En effet, alors que les échelons au choix sont d'habitude payés en mars, pour l'instant tout est bloqué... la direction ne sachant pas si son budget lui permettra de payer le tout. Alors en attendant elle « gèle » des postes vacants un peu partout.

Fin mars, une quarantaine de postes n'étaient pas pourvus, indépendamment des consignes de la tutelle, pour récupérer de l'argent !

A cela s'ajoutent la suppression totale des crédits de temporaires, qui servent surtout aux remplacements d'été, et la réduction des crédits de fonctionnement.

DES REDUCTIONS IMPORTANTES D'EFFECTIFS EN PREVISION

Mais, parallèlement à ces restrictions budgétaires, les consignes de la tutelle d'informatisation et de décentralisation commencent à entrer en vigueur. A la CRAMIF, le secteur Tarification des accidents du travail doit être informatisé totalement d'ici un an et demi, l'étude préliminaire prévoit que le service pourra tourner avec 200 personnes au lieu de 320 ; le tiers des effectifs sauterait.

Il est question aussi de départementaliser le paiement des pensions d'invalidité. A terme, cela supprimerait au moins 300 postes.

Les assistantes sociales sont également inquiètes pour l'avenir de leur emploi, car les réformes liées à la décentralisation risquent de faire sauter des dizaines de postes.

Et c'est sans compter les nouvelles machines qui arrivent et qui suppriment 3 postes par-ci, par-là... Les directions tentent d'expliquer que tout cela va entraîner des réductions importantes d'effectifs, mais qu'on ne peut rien contre le progrès, que tout cela est fait dans l'intérêt des assurés sociaux.

Toutes les récentes remises en cause de la protection sociale, les réductions de prestations sont là pour prouver que l'intérêt des assurés sociaux est le dernier de leurs soucis.

L'OBJECTIF : FAIRE DES COUPES SOMBRES DANS LES BUDGETS SOCIAUX

Ce qui est recherché c'est, comme à la SNCF, aux PTT, dans la fonction publique, de diminuer au maximum les effectifs.

Et c'est bien cela qui inquiète les employés. Car réduire les effectifs dans une période où il y a près de 3 millions de chômeurs et où les possibilités de reclassement dans d'autres organismes sont quasiment nulles, car toutes les caisses font la même chose, cela signifie un risque de perdre son emploi dans un proche avenir.

Depuis quelques mois, les employés ont découvert que la convention collective comprenait un article « 57 » qui traite des conséquences de restructurations : départ en retraite, mutations et à défaut d'autre solution... licenciement économique.

La direction mène la politique du silence et la tutelle tente d'imposer aux syndicats l'obligation de discrétion à l'égard d'informations considérées comme confidentielles. Mais les informations circulent tout de même.

Alors, dans ce contexte, une inquiétude réelle existe dans le personnel. A la Sécu, où l'emploi semblait protégé, chacun se rend compte que cela change. En l'espace de quinze jours trois secteurs ont envahi l'étage de la direction : la Tarification, le Secteur Social et l'Invalidité, pour avoir des explications sur ce qui se trame dans leur dos.

Face à cette situation, de nombreux employés se disent qu'il faudrait réagir tous ensemble, à la CRAMIF mais aussi à l'échelle de toute la Sécu. Et les récentes grèves de la SNCF, de la RATP et des impôts ont été commentées : « C'est tout le service public qui est touché, alors pourquoi des grèves chacun dans son coin ? ».

SNCF

□ Triage de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

Une filière supprimée au 1^{er} janvier 1986

Le 28 mars, la direction locale de Villeneuve a annoncé aux délégués du personnel la suppression de la filière 3 « Matériel » le 1^{er} janvier 1986. Cette suppression concerne une trentaine d'agents à Villeneuve et plus de 4 000 sur toute la SNCF.

Ces cheminots sont chargés de relever toutes les informations concernant les trains de marchandises et de les transmettre au moyen de terminaux d'ordinateurs : numéros des wagons, destination et provenance, nature de la marchandise, tonnage et longueur des wagons, permettant de calculer la composition totale d'un train.

La direction explique ces suppressions par l'apparition de nouvelles méthodes de travail : informatisation totale de certaines tâches, installation d'ordinateurs locaux, utilisation de terminaux à claviers portables.

Pour le moment il n'est question que d'une révision de ces cheminots dans une autre filière. Mais dans un avenir proche, il leur sera

demandé de suivre une autre formation pour accéder à un autre emploi : aiguilleur, guichetier voyageur, agent de manœuvre, agent administratif, etc..., ce qui ne sera pas sans poser quelques problèmes.

Le sentiment qui domine chez les cheminots actuellement est l'inquiétude quant à leur avenir. Une réunion entre direction générale et fédérations syndicales a lieu le 10 avril et les cheminots attendent des précisions sur ce que leur propose la SNCF.

Ces suppressions s'inscrivent dans les projets de la SNCF de supprimer 30 000 emplois d'ici 1990. Et le problème, c'est que la SNCF s'attaque à un poste ici, à un emploi là. Et là est toute la difficulté pour les cheminots, isolés chacun dans leur gare ou leur triage.

Mais il y a des cheminots qui n'acceptent pas que 4 000 emplois soient purement et simplement supprimés. Et d'ici le 1^{er} janvier 1986, ils sont bien décidés à faire tout pour s'y opposer.

Correspondant LO

□ Région de Paris Saint-Lazare

Grève à l'atelier de Clichy

Les agents de la manœuvre de l'atelier d'entretien sont en grève depuis le 19 mars.

C'est une proposition de changer les horaires qui en est la cause. La direction voulait avancer l'heure d'embauche de vingt minutes. Ce qui entraîne en fait, pour certains, de devoir quitter leur domicile une heure plus tôt (avec les correspondances de trains). Pour le chef de production, la mesure ne posait aucun problème : « Vous vous levez plus tôt. Donc couchez-vous plus tôt ».

Les raisons d'être mécontent existent donc. C'est ce qu'explique le tract des grévistes, signé du Comité de grève, adressé aux cheminots de tout l'atelier : augmentation constante de la charge de travail, manque de possibilité de passer en équipe pour faire un autre travail, les salaires entre 4 000 et 5 000 F par mois.

Pendant cette grève d'une heure par jour et par équipe, les cadres se sont mis « à

l'ouvrage ». Mais ils avaient simplement oublié d'enlever le frein à main sur un pousse-wagon.

La direction nous demande de faire de 8 à 10 « coups » dans l'heure ; elle, elle n'en fait qu'un en 25 minutes. Nous saurons nous rappeler dans l'avenir que 25 minutes ne sont pas forcément de trop. Et puis ils ne respectent pas la sécurité minimum lors des manœuvres.

Aujourd'hui 10 avril, les grévistes, au nombre de 7 depuis le début, ont décidé de suspendre leur grève parce que le patron a accepté de faire des essais sur les horaires : 15 jours les horaires des grévistes, 15 jours les horaires du chef d'établissement.

Les grévistes pensent bien que cette proposition ne résout pas tout, mais ils pensent aussi que, si le chef d'établissement n'est pas convaincu, l'action reprendra.

Correspondant LO

□ CRAM (Rouen)

Les employés restent mobilisés contre le licenciement

A la suite du licenciement d'un ouvrier débutant, la mobilisation des employés de la CRAM continue. Du 27 mars au 1^{er} avril, ils ont débrayé chaque jour (35 % des employés). Un Comité de soutien a été élu et réélu à chaque assemblée générale. Depuis le 1^{er} avril, le Comité a été mandaté pour organiser les actions.

Durant toute la semaine précédant Pâques, les employés sont allés chaque jour distribuer un tract du Comité de soutien (soutenu par la CFDT, FO et la CFTC) devant toutes les caisses de Sécurité sociale de Rouen. A chaque fois l'accueil (malgré le faible nombre de personnes, vu les vacances) a été chaleureux. Devant chaque caisse, des gens venaient aux nouvelles, prenaient des tracts pour les faire circuler. Dans les autres caisses de Seine-Maritime, des collègues avaient accepté de servir de relai et de faire circuler l'information.

A l'appel du Comité de soutien, une conférence de presse s'est tenue à la CRAM le 3 avril. L'AFP, FR 3, Radio-France, l'Agence normande d'informa-

tions et des radios libres (RVS et VRL) étaient là et ont toutes retransmis l'information sur leurs organes de presse. Même RTL avait mis le licenciement au sommaire de son journal de 18 heures.

Devant la détermination des employés, la direction et les cadres se cachent pour ne pas répondre aux journalistes. Eux, d'habitude si arrogants, sont devenus très silencieux. Personne n'ose arracher les informations placardées par le Comité. En fin de semaine, la direction a publié un communiqué disant qu'on n'a rien compris au film : « Ce n'est pas un licenciement, mais une non-titularisation ». Les dirigeants de la CGT, quant à eux, refusent toujours de participer à l'action. Ils veulent discuter avec les syndicats... qui les renvoient au Comité.

A la rentrée des vacances de Pâques, le moral est toujours aussi haut. Un nouveau tract a été distribué dans le département, et tout un chacun se prépare pour l'arrêt de travail du jeudi 11, où doit avoir lieu l'entrevue entre la direction et l'inspection du travail.

« Hors-la-loi »

de Robin Davis

Quinze jeunes, échappés d'un centre de redressement, débarquent dans un bal de province. Méfiance des adultes, propos racistes du patron : la bagarre éclate et dégénère en tuerie. Deux morts du côté des jeunes, quatre du côté des « vieux ». Alors, pourchassée par des paysans qui veulent faire justice, puis par une armée de gendarmes mobiles, la bande se lance dans une course-poursuite à travers la campagne, les forêts, les montagnes. Dans cette fuite en avant, qui constitue l'essentiel du film, ils recherchent le havre de paix qui n'existe peut-être que dans leur esprit.

Pour le réalisateur, cette situation est symbolique. Il a voulu, dit-il, « faire un film sur la jeunesse, (...) parler du pro-

blème contemporain qu'ont les jeunes à vivre, (...) à mal vivre ». De ce point de vue, on reste sur sa faim. En fait, le film se regarde comme un film d'aventures : paysages naturels, vastes espaces inhabités, pont suspendu, descente d'un torrent, chevauchée, fusillades, le tout proche du western, avec la Lozère pour cadre. Et le jeu des acteurs (le plus jeune a quatorze ans et le plus vieux vingt-deux) rend souvent ces personnages, paumés à tous les sens du terme, assez attachants.

Mais on ne sait pas grand-chose de ces jeunes. Et quand le réalisateur montre leurs conflits, leurs crises, leurs joies, le film ne sort guère des clichés habituels des films sur les jeunes.

J.J.L.



« Jusqu'à un certain point »

de Tomas Gutierrez Alea

Il s'agit d'un film cubain tourné en 1983. Un cinéaste réalise des interviews parmi les ouvriers du port de La Havane, réputés particulièrement « machos », pour en tirer le scénario d'un film destiné à dénoncer les préjugés masculins. Le cinéaste se heurte au responsable de la production qui lui retire la charge d'écrire le scénario parce qu'il lui reproche de présenter une image trop nuancée des travailleurs cubains : « Il faut des ouvriers modèles pour que leur "machisme" soit d'autant plus choquant : tes ouvriers ne sont que des râleurs qui ne pensent qu'à leur salaire ! », explique le producteur...

Au fil des interviews, dont on ne sait pas si elles sont réelles, *Jusqu'à un certain point* dénonce le « machisme » de ces ouvriers coureurs qui ne

supportent pas l'idée que leur femme en fasse autant, qui exigent de celle qu'ils épousent qu'elle abandonne son travail, pour qu'elle ne soit pas au contact d'autres hommes : « Je suis pour l'égalité des hommes et des femmes, mais jusqu'à un certain point ! » dit l'un d'eux, expliquant : « J'ai trop vécu dans l'ancienne société. Je me suis refait à 80 % ; je peux aller jusqu'à 87 %, mais pas à 100 % ! ». Mais le film montre aussi des ouvrières qui ont préféré rompre avec celui qu'elles aiment : « Avec ma paye, je ne dépends de personne ». Quant au personnage principal, une ouvrière du port, mère célibataire, « heureuse de ne pas s'être mariée », l'idylle qui se noue entre elle et le cinéaste anti-macho tournera court, le cinéaste n'étant lui-même exempt de préjugés que jusqu'à un certain point...

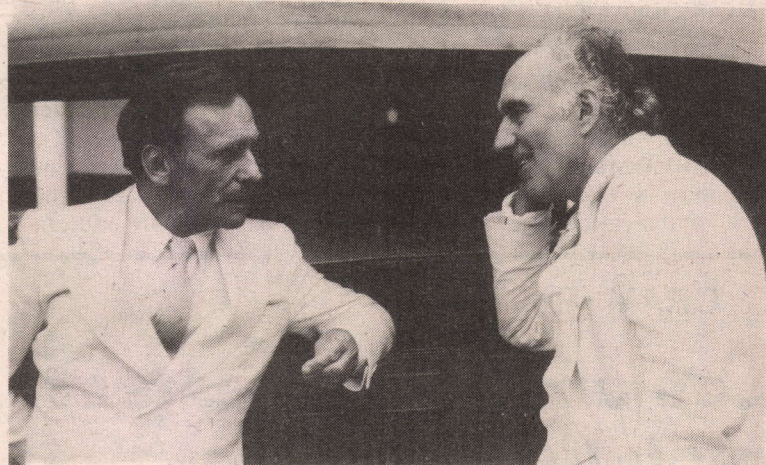
Mais le film ne montre pas que cela. Il dénonce au passage la lourdeur de productions artistiques lénifiantes. Les assemblées syndicales qui nous sont présentées — dont on ne sait pas non plus si elles sont filmées sur le vif ou reconstituées — sont des séances de dénonciation de ce qui ne va pas dans les ateliers : constructions délabrées par manque de matériaux, machines jamais rangées...

Le film ne passe, à Paris, que dans deux salles (Latina, dans le 4^e, et Denfert, dans le 14^e) et risque de ne pas tenir longtemps l'affiche. Il donne cependant probablement une image de certaines contradictions de la société cubaine.

Jean-Jacques FRANQUIER

« Partir, revenir »

de Claude Lelouch



Dans la famille Lerner, le père est psychanalyste. Il croit à la réincarnation, comme Lelouch d'ailleurs, à ce qu'il paraît. La mère a été pharmacienne. Le fils est un jeune pianiste plein de promesses. Il est hanté par le deuxième concerto de Rachmaninoff, qu'il interprète avec obsession. La fille, étudiante, jalouse la fiancée de son frère.

Les Lerner sont liés à un couple d'amis, dont le mari est médecin dans un hôpital dijonnais.

Tout irait pour le mieux pour ces bourgeois si on n'était pas au début des années 1940, dans la France occupée et si les Lerner n'étaient pas juifs.

Dénoncés par leur concierge parisienne, qui ne supporte pas le piano familial, les Lerner trouvent refuge dans le château de leurs bons amis.

Mais une nouvelle dénonciation et ce sera la déportation de toute la famille, surprise au pied du lit, au petit matin.

Seule la fille survit et, de retour des camps de la mort, elle cherche à savoir qui a bien pu les dénoncer, elle et sa famille, dans un si petit village.

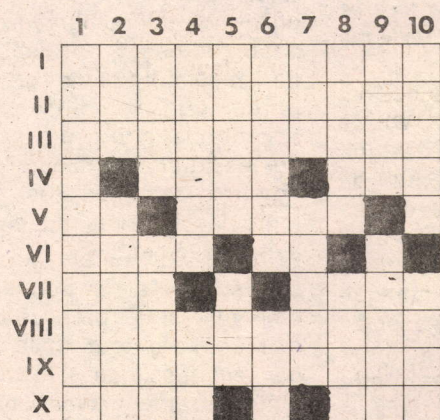
Longtemps après elle retrouvera d'ailleurs son frère disparu, réincarné sous les traits d'un jeune pianiste, lui aussi spécialiste de Rachmaninoff.

Telle est l'histoire du dernier film de Claude Lelouch, qui ne se regarde pas sans émotion.

Comme il en a l'habitude, Claude Lelouch n'a pas choisi la simplicité pour raconter cette histoire. Son film multiplie les retours en arrière, les mélanges d'époques, de situations. De ce véritable méli-mélo spatio-temporel, restent Piccoli, Trintignant, Annie Girardot, Françoise Fabian. Et surtout Rachmaninoff et son concerto n° 2 pour piano.

J.F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Scènes de cinéma. II. Mur de soutènement. III. Chose frivole. IV. Prépare sa récolte. Idem. V. Bien arrivé. Utile en voyage. VI. Donna du tonus. Du verbe avoir. VII. Vieux roi. Il a fait le portrait de Madame de Maintenon. VIII. Il agrandit un orifice. IX. Supplice moyenâgeux. X. Ils remplacent la nappe. Ile. Note.

VERTICALEMENT. — 1. Dispersions en désordre. 2. Cloison mobile. Matière colorante rouge. 3. Cicatrices des os fracturés. Pour jouer au hockey sur glace. 4. Chez les Musulmans, docteur de la loi. Point de saignée. 5. Théologien islamique. Taxe déformée. 6. Pays entre les vallées de la Dèule et de la Scarpe. Coule chez nos voisins suisses. 7. Mieux vaut ne pas la rendre. Donne la nausée quand on la touche. 8. Poème épique du Moyen Age. Plusieurs leu. 9. Fils d'Aphrodite. Corps simple. 10. Monument funéraire. Fleuve d'Irlande.

Solution du problème précédent

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| I | T | O | U | R | N | I | Q | U | E | T |
| II | R | I | T | E | | | O | U | T | R |
| III | U | S | | G | | | N | I | E | S |
| IV | C | O | N | | B | | E | R | S | |
| V | U | N | | F | O | U | T | U | | E |
| VI | L | | B | U | I | S | | S | E | C |
| VII | E | M | U | E | S | | S | | P | U |
| VIII | N | O | E | L | | O | U | | I | L |
| IX | T | U | E | | P | R | I | S | E | E |
| X | E | S | S | A | I | | F | E | R | S |

« Country, les moissons de la colère »

de Richard Pearce avec Jessica Lange et Sam Shepard

Ce film décrit la condition des fermiers américains dans le Middle West des années 1980, c'est-à-dire en plein cœur de la crise céréalière.

Une famille d'exploitants agricoles cultive 90 hectares de terre et doit faire front contre les intempéries d'une part, contre les organismes de prêt de l'autre.

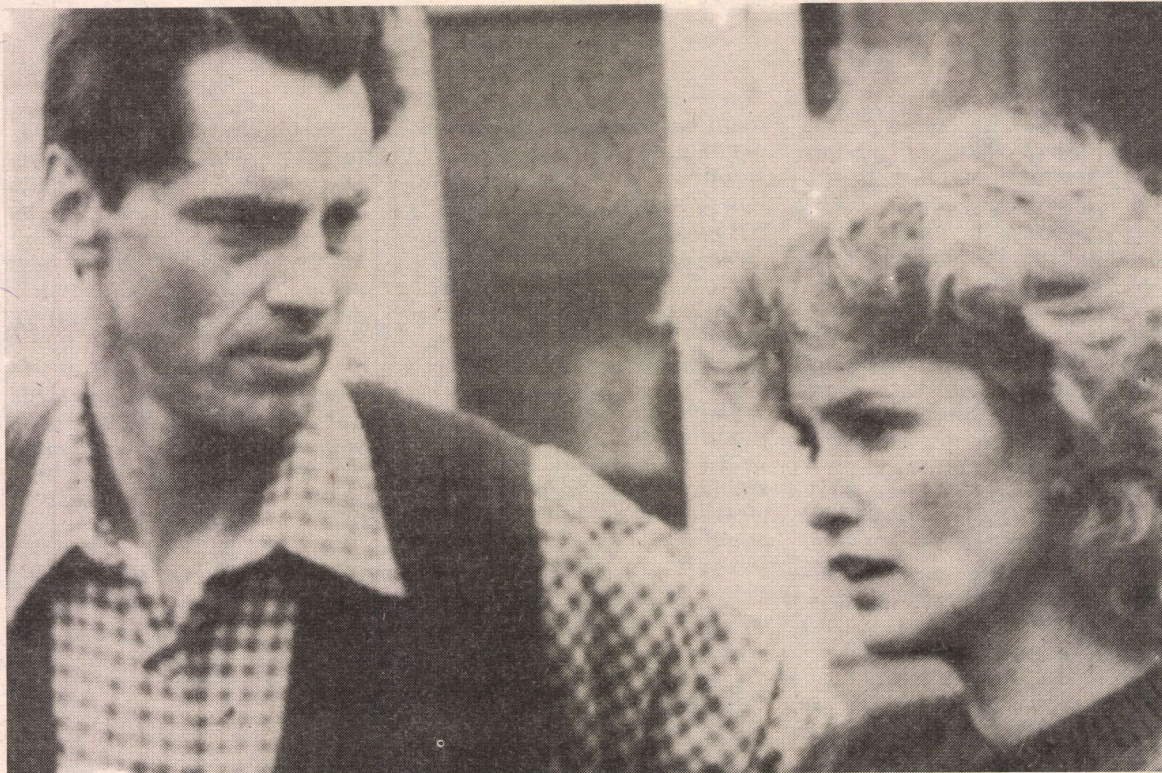
Tout comme les agriculteurs européens, ils ont dû emprunter pour acheter semences, engrais et matériel. Un prêt leur a été fait pour trente ans, par le Farmers Home Administration (FHA), un organisme semi-public, qui exige du jour au lendemain le remboursement des emprunts. Inscrits sur la liste noire, en compagnie d'une bonne douzaine d'autres fermiers dont la

gestion n'est pas jugée suffisamment rentable, Gil et Jewel Ivy sont forcés de vendre leur terre.

S'ensuit un drame familial car, si Gil est capable de faire front aux intempéries, il se laisse rapidement convaincre qu'il n'est qu'un fermier d'occasion, alors que Jewel, sa femme, et son père ont la terre dans la peau.

Ce film illustre les problèmes auxquels sont confrontés nombre de fermiers américains, qui protestent contre les conditions qui leur sont faites et vis-à-vis desquels Reagan déclarait il y a peu qu'il vaudrait mieux exporter vers l'URSS certains fermiers plutôt que le blé américain.

A.J.



Sélection cinéma

Sélection dans les salles parisiennes

Films récents...

LA DÉCHIRURE. de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.



Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Paramount Marivaux 2^e. Paramount Odéon 6^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. UGC Gobelins 13^e. Montparnos 14^e. Gaumont Sud 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo).

BRAZIL. de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.



Forum Arc-en-Ciel 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Colisée 8^e (vo). Reflet Balzac 8^e. Escorial 13^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo).

SOLDIER'S STORY. de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.



Quintette 5^e (vo). Marignan 8^e (vo). Lumière 9^e. Sept Parnassiens 14^e (vo).

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Forum Orient Express 1^{er}. UGC Opéra 2^e. Capri 2^e. Odéon 6^e. Ermitage 8^e. Normandie 8^e. UGC Boulevards 9^e. Athena 12^e. UGC Gobelins 13^e. Paramount Montparnasse 14^e. Convention St-Charles 15^e. Clichy Pathé 18^e.

GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2^e.

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement commentée par Mozart ou Salieri eux-mêmes, sublime.



Impérial 2^e. Vendôme 2^e (vo). Ciné Beaubourg 3^e (vo). Cinoches 6^e (vo). George V 8^e (vo). Maxeville 9^e. Olympic 14^e (vo). Montparnos 14^e.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.



14 Juillet Parnasse 6^e (vo). 14 Juillet Racine 6^e (vo). Marbeuf 8^e (vo).

ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6^e (vo).

EL NORTE. de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. Quintette 5^e (vo).

PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5^e (vo).

LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. St-Germain Studio 5^e. Elysée Lincoln 8^e. Paramount Montparnasse 14^e. Club de l'Etoile 17^e.

... et moins récents

UNDER FIRE. de R. Spottiswood.

Un reporter américain découvre la réalité nicaraguayenne. Grand Pavois 15^e.

LE DERNIER COMBAT de Luc Besson

Avec de petits moyens, un film évocateur sur l'apocalypse nucléaire. Grand Pavois 15^e.

LES ENFANTS DU PARADIS. de Marcel Carné.

Le « boulevard du crime » en 1840, mis en dialogues par Jacques Prévert. Ranelagh 16^e.

HAMMET. de Wim Wenders.

Les bas fonds de San Francisco dans les années 1920, vus par un détective privé. Châtelet Victoria 1^{er} (vo).

« L'an prochain, la révolution »

Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne (1930-1945)

de Maurice Rajsfus

Michel Rajsfus, qui a milité après-guerre dans le groupe Socialisme ou Barbarie, décrit dans son livre l'activité militante des communistes juifs qui, chassés d'Europe centrale par les pogroms antisémites et la victoire des nazis, sont venus en France pour continuer le combat qu'ils croyaient, pour la plupart, être le combat pour la révolution prolétarienne, pour un monde sans classes et sans xénophobie.

Organisés au sein de la MOI, la Main-d'Oeuvre Immigrée, une organisation d'immigrés entièrement contrôlée par le Parti Communiste Français, ils ont adopté tous les aspects de la politique stalinienne, aussi bien son anti-trotskysme virulent que les méandres de la politique aventuriste ou chauvine du PCF, qui variait au gré des virages de la politique extérieure de la bureaucratie russe.

Au moment du Front Populaire, par exemple, la consigne fut de frayer avec les cercles privilégiés des milieux juifs français.

En 1939, le pacte germano-soviétique créa le trouble parmi les militants. On leur demanda alors de justifier la politique d'alliance entre l'URSS et l'Allemagne nazie. Ils plâtrèrent et défendirent finale-

ment la politique stalinienne.

L'invasion de l'URSS par les troupes hitlériennes résolut leur dilemme. Les militants juifs furent alors au premier rang de la lutte contre l'occupant. Se battre contre les nazis était d'ailleurs souvent pour eux la meilleure façon d'avoir une chance de survivre.

Ils mirent sur pied des petits groupes qui firent quelques coups de main audacieux, sinon téméraires, ce qui permit au PCF de vanter l'ardeur et la combativité des « patriotes français anti-boches »... des patriotes français nés en Pologne, en Arménie, en Ukraine, etc.

Sans reprendre les accusations de Robrieux contre la direction du PCF et notamment contre Jean Jérôme, Michel Rajsfus estime que certains de ces groupes furent laissés dans des conditions de survie particulièrement difficiles, ce qui aurait facilité le travail de la Gestapo. Ce serait en partie le cas pour le groupe Manouchian, tombé à la suite d'une trahison, et ce serait aussi le cas, encore plus nettement d'après l'auteur, pour un groupe de FTP-MOI à Toulouse. Mais ces hypothèses sont aujourd'hui bien invérifiables.

Au bout du compte, ces militants communistes qui survécurent à la répression fasciste des années 1930 en Europe virent leur dévouement, leur combativité, leur aveuglement aussi, ne servir qu'à les mettre à la remorque du... général De Gaulle, présenté par *L'Humanité* du 15 juillet 1943 de la manière suivante : « Le peuple français sait qu'il peut faire confiance au général De Gaulle qui, dès 1940, (...) appela le peuple français à la résistance et fit preuve d'un patriotisme lucide et clairvoyant ».

Dans les années d'après-guerre, rapporte Rajsfus, le PCF proposa à certains de ces hommes de rejoindre leur pays d'origine, la Pologne par exemple, « pour y construire le socialisme ». Certains furent alors victimes de l'antisémitisme stalinien, qui acheva de démoraliser ceux qui ne l'étaient déjà.

Ce livre, en s'appuyant sur de nombreux témoignages souvent intéressants, montre quelle terrible école de démoralisation a été le stalinisme pour les militants et pour la classe ouvrière.

Jacques FONTENOY

L'an prochain la révolution, de Maurice Rajsfus. Ed. Mazarine. 361 pages. 95 F.



« Une histoire du blues » de Gile Oakley

Comme dans la plupart des livres qui retracent l'histoire du blues, on trouvera dans ce livre une présentation des musiciens, des chanteurs, des chanteuses qui ont enrichi l'histoire de ce style musical.

Le blues est né vraisemblablement dans le milieu des ouvriers agricoles noirs, quelques années après la fin de la guerre de Sécession (1865), alors qu'il se confirmait que la société américaine blanche entendait maintenir les Noirs dans une situation de semi-esclavage.

Le mérite de ce livre est de présenter l'histoire de ces musiciens en rapport avec leur milieu. On y voit comment les musiciens devaient se débattre pour survivre. Cela pouvait vouloir dire qu'une chanteuse comme Bessie Smith devait être capable, comme ce fut le cas quelquefois, de faire le coup de poing avec des gangsters du Ku Klux Klan pour que son spectacle eût lieu comme prévu.

On trouvera donc nombre d'anecdotes et quelques informations précises sur la condition noire aux USA entre 1860 et 1960. Evoquant la condition des ouvriers agricoles, l'auteur rapporte qu'en 1930, dans le Mississippi, « un Blanc pouvait entrer chez vous, prendre votre femme même si elle était malade, la tirer de son lit et la forcer à aller aux champs, et vous aviez intérêt à ne rien y trouver à redire ».



L'auteur estime aussi à juste titre que la période du New Deal et de la présidence de Roosevelt n'a rien changé à la vie des Noirs américains. Mais les années 1930 leur ont amené une plus grande conscience politique. Ce qui s'est reflété dans l'œuvre de certains musiciens (Leadbelly, Big Bill Broonzy, et plus tard J.B. Lenoir) qui ne se contentèrent plus de décrire passivement et avec réalisme la misère de leur condition, mais en dénoncèrent les responsables : le gouvernement et les riches.

Les paroles originales, accompagnées de leur traduction, ainsi que de nombreux témoignages des musiciens servent de support à cette histoire du blues. Un livre intéressant pour qui veut en savoir plus sur les conditions de vie des Noirs américains avant 1960, et bien sûr sur le blues.

Jacques FONTENOY

Une histoire du blues, de Gile Oakley. Ed. Denoël. 348 pages. 120 F.

« Travail et travailleurs en Grande-Bretagne »

L'auteur, chercheur du « Laboratoire d'économie et de sociologie », spécialiste de l'économie du travail et des relations professionnelles, présente une sorte de radiographie juridique et statistique des lois sociales et des relations entre patronat, syndicats ouvriers et gouvernement en Grande-Bretagne, dans le passé et surtout dans le présent.

Dans l'esprit de l'auteur, ce travail a pour but d'apporter des éléments qui permettent de définir « une stratégie de sortie de crise ». En économiste, il analyse donc les politiques sociales mises en œuvre par les différents « partenaires sociaux », et en particulier celles adoptées par le gouvernement Thatcher. S'il constate les attaques contre les travailleurs et leurs conditions d'existence, c'est plus du point de vue de l'efficacité et du bon fonctionnement de l'économie capitaliste que du point de vue de l'intérêt des travailleurs.

Il est d'ailleurs significatif que l'ouvrage, malgré son titre, ne reflète en rien les conditions réelles de travail et de vie des travailleurs.

Par contre, le tableau des mesures adoptées et des politiques envisagées par le gouvernement Thatcher en vue de diminuer les avantages acquis des travailleurs, d'accroître la liberté des patrons et de rendre l'économie anglaise plus concurrentielle, est intéressant. D'autant plus que le lecteur français y découvrira à quel point les préoccupations et les solutions envisagées sont exactement les mêmes que celles du gouvernement et du patronat français : flexibilité, mobilité, suppression des rigidités en matière de licenciement, abaissement des indemnités de chômage, affaiblissement des protections sociales, etc. Seule différence, qui tient à toute une tradition : en Grande-Bretagne, la plupart des mesures sont plus le produit d'accords entre le patronat et les syndicats (politique contractuelle) que de lois gouvernementales.

Le résultat est identique, mais cela, l'auteur, apparemment proche de la gauche, se garde de le préciser.

Alain MARQUET

25, 26, 27 mai

C'EST LA FÊTE

Durant le week-end de la Pentecôte, les 25, 26 et 27 mai, se tiendra la fête de LUTTE OUVRIÈRE et de la LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Cette fête rassemblera tous les amis et sympathisants de nos deux organisations, et tous ceux qui voudront bien profiter de cette occasion pour faire connaissance avec le courant révolutionnaire que nous représentons, ainsi qu'avec des représentants du mouvement révolutionnaire de nombreux autres pays qui y sont invités.

Mais notre fête, comme tous les ans d'ailleurs, c'est aussi trois jours de détente, de fraternité, dans un cadre de verdure où se dresseront des centaines de stands.

En ce week-end de la Pentecôte où les villes sont désertes, ce sera le meilleur moyen de rencontrer une foule de gens sympathiques, venus des quatre coins du pays et de plus loin encore ; de se distraire, de participer à des dizaines de jeux, d'animations, d'assister à des spectacles nombreux et variés, de voir ou de revoir de nombreux films, de visiter des expositions, d'assister à des conférences, des débats...

Et il sera bien sûr possible de se livrer à un tour de France gastronomique. Et, en ce domaine aussi, notre horizon ne s'arrête pas aux frontières nationales.

La fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire sera bien sûr un grand rassemblement politique de tous ceux qui aspirent à un changement radical de cette société, dure aux pauvres et à tous les opprimés. Et c'est pourquoi notre fête sera aussi un moment de liberté où chacun pourra débattre et s'informer.

Alors, dès à présent, retenez votre week-end des 25-26 et 27 mai pour être, avec nous, à Presles.

Comme chaque année, pour se rendre à la fête, un service d'autocars gratuits fonctionnera pendant les trois jours à partir de la Porte de la Chapelle.



Appel aux artistes

Nous voulons renouveler ici notre appel aux artistes. Merci d'abord à tous ceux qui se sont déjà proposés et à tous ceux qui vont nous aider à animer la fête.

Mais pour que les milliers de participants à notre fête trouvent à chaque instant une animation et des spectacles variés, nous avons besoin du concours benévole de nombreux artistes.

Nous savons que comme les années précédentes, nous pourrions compter sur la participation de nombreux artistes, chanteurs, comédiens, musiciens.

Pour cela nous nous adressons à tous ceux qui veulent montrer leur solidarité avec le mouvement révolutionnaire. Nous nous adressons également à tous ceux qui ont quelque chose à dire au public de notre fête, aux militants, aux sympathisants d'extrême-gauche et à tous leurs amis, et qui veulent s'en faire connaître. Nous mettrons à leur disposition podiums aménagés et aires de spectacle.

Amis artistes, pour que la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire soit une réussite, contactez-nous vite, à l'adresse de notre journal :

Lutte Ouvrière,
BP 233,
75865 Paris Cédex 18.

Sélection télé

Samedi 13 avril

17 h 55. A2. **Le magazine.** Un des trois reportages proposés pourrait être intéressant : **Derrière les barreaux**, à propos des réactions du public israélien à la sortie du film d'Uri Barbash sur la lutte commune d'un Juif et d'un Arabe pour obtenir un traitement meilleur dans les prisons israéliennes.
22 h 15. TF1. **Droit de réponse.** L'affaire Grégory vient relancer la querelle sur les secrets de l'instruction judiciaire. C'est le thème de l'émission.

Dimanche 14 avril

15 h 05. FR3. **La favorite**, opéra de Donizetti, chanté par de jeunes interprètes.
20 h 35. TF1. Film : **Pas de printemps pour Marnie**, de Hitchcock, avec Sean Connery et Tippi Hedren. Marnie a commis plusieurs vols. Pourquoi ? Quel est donc son

secret ? Du suspense garanti !

21 h 35. A2. **Sorties de secours.** Le premier d'une série de quatre reportages sur les remèdes que tentent les administrations pénitentiaires pour aider les jeunes délinquants. Pour ce premier reportage, l'expérience anglaise à Birmingham.
22 h 30. FR3. Film : **On murmure dans la ville** de J.L. Mankiewicz, avec Cary Grant et Jeanne Crain. En version originale sous-titrée. Une comédie dramatique dans les milieux médicaux dont la critique dit le plus grand bien.

Lundi 15 avril

20 h 35. TF1. Film : **Mortelle randonnée**, de Claude Miller, avec Michel Serrault et Isabelle Adjani. Un film policier psychologique. Suspense et angoisses.
20 h 35. A2. **Le grand échiquier.** L'invité de Jacques Chancel est Michel Jonasz.

20 h 35. A2. **Les bronzés**, de Patrice Leconte, écrit et joué par l'équipe du **Spendid**. Une satire du Club Méditerranée.

Mardi 16 avril

16 h 35. A2. **Journal d'un siècle : 1908.** Alors que l'avion connaît des essais prometteurs, dans les Balkans, la Bulgarie proclame son indépendance tandis que l'empereur d'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine... On marche tout doucement vers la Première Guerre mondiale.
20 h 35. FR3. Film : **La Banquière**, de Francis Girod, avec Jean-Louis Trintignant et Romy Schneider. Une reconstitution des milieux boursiers des « années folles », à la veille du grand krach de 1929.
21 h 35. TF1. **Tempête de neige sur la jungle.** Un reportage de Jean-Michel Cousteau sur la consommation et le trafic de la cocaïne en Colombie et au Pérou.

Mercredi 17 avril

20 h 35. A2. **Le revolver de Maigret**, téléfilm d'après l'œuvre de Simenon, avec Jean Richard et Michel Robin.
22 h 25. FR3. Film : **Quartet**, de James Ivory, avec Isabelle Adjani, Maggie Smith et Alan Bates. Intrigues amoureuses chez les artistes de Montparnasse dans les années 1920.

Jeudi 18 avril

15 h 55. TF1. **Images d'histoire : Benito Mussolini**, avec Claude Piellat, historien et journaliste.
20 h 35. A2. **La guerre en face**, émission de Jean-Claude Guillebaud, avec Yves Montand. Après **Vive la crise**, il y a un an, la même équipe récidive. Le sujet : l'Europe face à la guerre. Les prises de position répétées d'Yves Montand nous promettent un point de vue pro-américain.
22 h 10. A2. **L'histoire en question**, une émission d'Alain Decaux : vingt jours

après Hitler. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et les derniers jours du Troisième Reich. L'émission est rediffusée vendredi 19 avril sur la même chaîne à 16 h 15.
23 h 20. TF1. **Quasimodo**, de William Dieterle (1939), d'après **Notre Dame de Paris** de Victor Hugo.

Vendredi 18 avril

21 h 30. A2. **Apostrophes.** Bernard Pivot a donné rendez-vous aux vedettes du « polar » français : Thierry Jonquet (n° 2000 de la Série Noire), Didier Daeninckx (**Le der des ders**) et Jean-François Vilar (**Etat d'urgence**) et quelques autres.
21 h 30. FR3. **Dominique Baudis.** Un portrait d'un jeune loup de la droite, ex-journaliste à la télé, actuellement maire de Toulouse.
22 h 55. A2. **Ciné-club : Passez Muscade** d'Eward Cline, avec le désopilant W.C. Fields. Grincheux, s'abstenir.

Le CNPF fait monter les enchères

Après les dirigeants de FO, de la CFTC et de la CGC, Edmond Maire, le dirigeant de la CFDT, a été reçu par les dirigeants du CNPF. La CGT, elle, refuse de participer à ces négociations. Contraints d'emboîter le pas à la CGT, qui avait rompu en décembre dernier les négociations sur la flexibilité de l'emploi, les autres syndicats étaient en état de manque et avaient sollicité le CNPF qui, royal, les a reçus les uns après les autres.

Les discussions ont porté sur les thèmes fixés par le patronat : assouplissements en tout genre des conditions de licenciement, en échange de quoi les syndicats essaient de marchander de nouvelles mesures de reclassement, d'indemnisation pour les chômeurs arrivant en fin de droits.

Mais le CNPF venait, la semaine précédente, de recevoir un encouragement de la part du gouvernement qui a fixé, par décret, la durée des contrats provisoires à 24 mois, alors que le patronat ne réclamait que 18 mois dans les



négociations de décembre dernier.

Fort de ces mesures, le CNPF a décidé de pousser le bouchon plus loin, en annonçant à Maire qu'il comptait engager une campagne contre le SMIC. C'est que, voyez-vous, les 3 800 F nets que touche aujourd'hui un smicard constituent un niveau qui serait trop élevé et serait « à l'origine de l'absence de créations d'emplois » ! Pourquoi ne pas engager une campagne contre l'obligation de payer un salaire aux travailleurs ? Le travail gra-



tuit, ça créerait sûrement des emplois.

Le patronat se sent tout permis. On voit mal pourquoi il en serait autrement, avec un gouvernement qui va au-devant de ses désirs, et des syndicats qui demandent eux-mêmes à se faire cracher à la figure !

Même Maire en a été un brin offusqué, expliquant qu'il s'agissait là d'une position « anti-moderniste », d'une « bataille retardataire contre les syndicats ». Ce qui ne l'empêche pas de continuer à quémander des « négociations ».

J.J.F.

En projet :

Le SMIC pour les chômeurs âgés, pour les autres... rien !

D'après *Le Canard enchaîné*, le gouvernement envisagerait de faire passer la rémunération des chômeurs âgés de 55 à 60 ans à 100 F par jour. Et comme ils sont exonérés de charges sociales, cela reviendrait à leur donner 120 F par jour, contre 40,50 F actuellement, soit l'équivalent du SMIC.

Cette réforme, si elle voit le jour, toucherait 170 000 chômeurs. Elle coûterait 4 à 5 milliards de francs, qui seraient pris en charge par l'Etat. Cela devrait laisser en théorie un peu plus d'argent à l'UNEDIC,

qui pourrait alors augmenter les allocations des 50-55 ans.

Mais, en contrepartie, le gouvernement aimerait que le CNPF revienne s'asseoir à la table des négociations sur l'indemnisation du chômage. Mais c'est un endroit où le CNPF n'est pas pressé pour le moment d'aller siéger. En effet on prévoit pour 1985 un déficit de l'UNEDIC s'élevant à 3,2 milliards. Certaines caisses de l'ASSEDIC risquent même de se trouver en cessation de paiement dans les mois qui viennent.

Voilà un oursin que Gattaz préfère laisser entre les mains de Mitterrand, surtout avant les élections.

Et pendant que tous ces braves gens manœuvrent et calculent, il y a un chômeur indemnisé sur trois qui touche une allocation variant entre 0 et 1 500 F et 1 120 000 chômeurs qui ne touchent plus rien. Et pour ceux-là le gouvernement n'a même pas de projet. Tout au plus leur propose-t-il de prendre patience... ou de vieillir !

J.F.

Quatre vendeuses et vendeurs de Lutte Ouvrière agressés par des nervis de Le Pen

Vendredi 5 avril à 18 h 45, quatre militants de Lutte Ouvrière ont été attaqués à l'issue d'une vente de notre journal à la Gare de l'Est à Paris par des vendeurs du Front National de Le Pen. Ceux-ci, devant la réprobation que leur attitude menaçante suscitait de la part des banlieusards, n'ont pas agressé nos camarades au milieu de la foule. Ils les ont attaqués quelques minutes plus tard dans un couloir du métro, direction Porte-de-Clignancourt, moins fré-

quenté. Deux de ces individus ont brandi un pistolet pour empêcher des passants d'intervenir pendant que les autres jetaient nos camarades à terre, les femmes comme les hommes, et les frappaient à coups de pieds et à coups de matraque. « Vous dites que vous êtes communistes, eh bien vous vous en rappellerez », ont-ils crié.

L'un de nos camarades a perdu connaissance et a dû être hospitalisé à l'hôpital Saint-Louis. Les trois autres

souffrent de traumatismes divers.

Telles sont les méthodes de gangsters utilisées par les hommes de Monsieur Le Pen qui, quoi qu'en dise celui-ci, sont rien moins que des démocrates puisqu'ils n'hésitent pas à s'en prendre physiquement à ceux qui ne partagent pas leurs opinions. Et pourquoi certains ont-ils un pistolet dans leur poche pour vendre dans la gare ? Cette fois, ils s'en sont servis pour menacer des passants mais ces

C'est du foot que l'on juve

La « Juve » de Turin a gagné par trois à zéro le match contre l'équipe des Girondins de Bordeaux. Il fallait bien que ce soit l'un des deux. Mais *France-Soir* du 11 avril en conclut aussitôt sur sept colonnes que « Platini humilie Bordeaux ». Gagner, passe encore, mais « humilier »... Et l'on peut apprendre dans l'article que ce maudit Platini « a oublié, l'espace de quatre-vingt-dix minutes, qu'il était français » !

On a dû oublier de prévenir le journaliste qu'il ne s'agissait, en principe, que d'une partie de foot. C'est impardonnable :

Claude Bez lui-même, le président du club des Girondins, dont on a appris récemment au cours d'une interview à la radio que ses sympathies vont au Front National de Le Pen, n'en est pas à mettre dehors les étrangers de son équipe. Il a même engagé pour un bon prix le portugais Chalana. Apparemment ses « idées », si l'on peut appeler ça ainsi, passent après son gagne-pain qui est tout de même de faire du foot.

Mais, plus c'est bête, plus ça a des chances d'être dans *France-Soir*. Quand on vend du papier...

Non au cobra ! Oui au Crotale !

La publicité sur les armes à feu, vantant tel revolver de type « cobra » ou de pistolet d'alarme imitant le « manurhin 357 magnum », devrait être sévèrement réglementée. C'est du moins d'un tel projet de loi que les députés, ceux présents mardi dernier, ont discuté à l'Assemblée nationale.

Il s'agirait, on l'aura compris, de mettre un frein aux petits arsenaux privés qui se constituent entre les mains des parti-

culiers afin d'augmenter la sécurité. Il y aurait, nous dit-on, pas moins d'une dizaine de millions d'armes dans le pays.

Les Matra, les Dassault, les Thomson, eux, peuvent continuer à faire de la pub pour les Crotale — de vrais missiles, pas de reproductions ! — et autres engins de mort qu'ils vendent à l'Irak ou à l'Arabie Saoudite. Là-bas, il n'y a pas de problème de sécurité : il y a juste la guerre.

Concierges en colère ?

Le Syndicat National Indépendant des Gardiens d'Immeubles et Concierges appelait ces derniers, du 10 au 14 avril, à la grève des poubelles. La grève sur le tas en quelque sorte, pour obtenir un salaire décent.

Pour les autres syndicats de la profession — il y en a six — qui ne se sont pas joints à cet appel, le SNIGIC et son dirigeant (il s'agit de Jacques Simakis, ex-patron de la CFT) auraient surtout en vue de faire la démonstration de leur représentativité.

Quoi qu'il en soit, et quels que soient par ailleurs les

résultats de cet appel, le problème est bien réel.

Pour la plupart d'entre eux et elles, pour 55 heures de travail, sept jours et six nuits de présence par semaine (c'est dans la convention collective) le salaire n'atteindrait, selon le SNIGIC, que 60 % du SMIC. Et la loge elle-même, qui n'est plus gratuite mais qui est encore bien souvent minuscule et sombre, leur coûterait, en moyenne, dans les 500 F par mois.

On comprend que les concierges en aient ras-le-bol : ils ne sont vraiment pas aux premières loges.

L'alliance du Pen et du goupillon

Il vaut mieux s'adresser au bon dieu qu'à ses saints. Après avoir rencontré l'archevêque de Paris, Le Pen est allé voir le pape.

Vu toutes les mains de dictateurs qu'il a serrées et toutes

les armées qu'il a bénies, le pape n'était plus à cela près. Quant à Le Pen, il n'aura pas manqué de dire au Saint-Père de retourner dans son pays, lui Wojtila, qui est venu de Cracovie manger le pain des cardinaux italiens.